
L'ÉCONOMIE
La Voix de l'Est



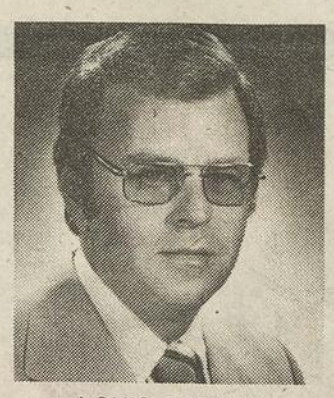
CLAUDE-F. ROBIDOUX
Conseiller 6



GUY COULOMBE
Conseiller 5



PAUL-O. TRÉPANIER
MAIRE



LOUIS CABANA
Conseiller 1



BERNARD TRUDEL
Conseiller 2



ALAIN GUAY
Conseiller 7



YOLANDE COMEAU
Conseiller 3



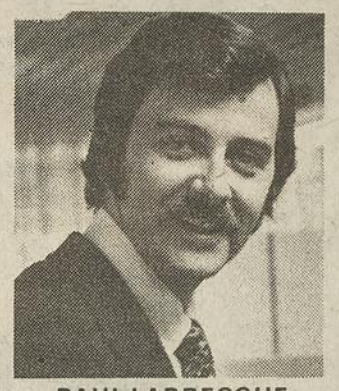
GILLES CADORETTE
Conseiller 8



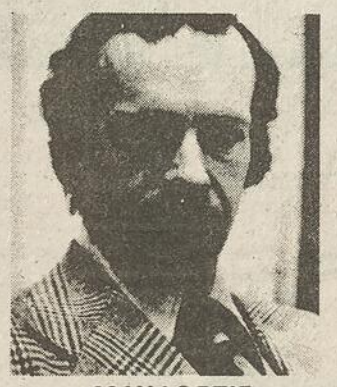
BERNARD BEAUDRY
Conseiller 4



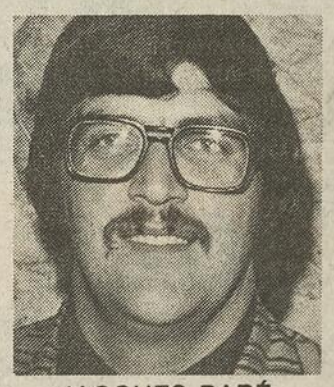
GÉRARD-E. DUMONT
Trésorier



PAUL LABRECQUE
Directeur des relations extérieures du tourisme de Granby



MAX LORTIE
Surintendant général
Travaux publics



JACQUES PARÉ
Directeur général
des sports



DENIS TURGEON
Service des incendies



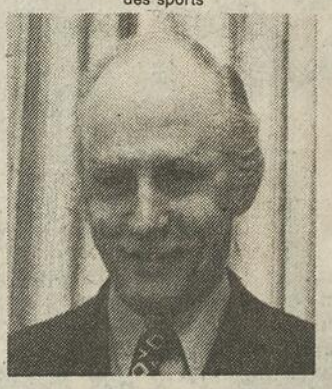
JOSEPH COUTURE
Directeur service de police



DONAT BROSSEAU
Gérant-greffier



P.-H. BOIVIN
Conseiller industriel



ANDRÉ LALIBERTÉ
Ingénieur et directeur
services techniques

L'année 1977 s'annonce difficile au point de vue économique mais la Commission Industrielle et le Conseil Municipal entendent multiplier leurs efforts afin de créer de nouveaux emplois pour nos concitoyens.

Afin que Granby continue à remplir sa vocation de capitale régionale, tous et chacun peuvent contribuer à garder l'image que Granby à toujours eu, soit une ville où il fait bon vivre.

Claude F. Robidoux
Président de la Commission
Industrielle de Granby

A la réflexion des citoyens de Granby, avec les compliments du maire Paul-O. Trépanier, voici un extrait des Essais de Montaigne, LES PLAISIRS.

"Je hais les esprits tristes et hargneux qui glissent sur les plaisirs de la vie, et ne s'accrochent et ne se repaissent qu'aux malheurs comme les ventouses qui n'aspirent et n'attirent que le mauvais sang. Y a-t-il quelque volupté qui me chatouille? Je ne la laisse pas friponner par mes sens: j'y associe mon âme, non pas pour qu'elle s'y engage, mais pour qu'elle s'y agrée; non pas pour qu'elle s'y perde, mais pour qu'elle y soit présente. Certains disent que les plaisirs de la pure imagination, ainsi que les déplaisirs, sont les plus grands, ce qui ne serait pas étonnant puisqu'elle les compose à sa guise et se les taille en plein drap. Les philosophes cyrénaïques, eux, veulent que comme les douleurs, les plaisirs physiques soient plus puissants et comme doubles et plus jeunes.

Mais moi je me laisse tout lourdement aller aux plaisirs présents, intellectuellement sensibles, sensiblement intellectuels, de la loi humaine et générale. Il en est, comme dit Aristote, qui, avec une stupidité farouche, en font les dégoûtés. Pourquoi ne renoncent-ils pas aussi à respirer? Pourquoi ne refusent-ils pas la lumière parce qu'elle est gratuite et ne leur coûte ni invention ni efforts? Ne chercheront-ils pas la quadrature du cercle juchés sur leurs femmes? Je hais qu'on nous ordonne d'avoir l'esprit aux nues pendant que nous avons le ventre à table. Quand je danse je danse, quand je dors je dors, et quand par hasard je me promène solitairement dans un beau verger, si mes pensées viennent à s'occuper de questions étrangères, je les ramène à la promenade, au verger, à la douceur de cette solitude et à moi".

Au Québec, depuis 1960, nous avons beaucoup voyagé, passagers volontaires et obnubilés par les perspectives d'un monde meilleur, d'un véhicule conduit par nos nouveaux prophètes, les sociologues, les politicologues, les politiciens, bleus, verts, rouges, cailles, fédéraux, provinciaux, municipaux.

La route, pavée partout de bonnes intentions des réformateurs universitaires ou syndicalistes, n'a jamais été en ligne droite. Les sinuosités du trajet nous ont rendus ivres de mégalomanie et de satisfaction de soi. Si bien qu'aujourd'hui, à force de voyages, d'expériences aux myriades facettes, nous n'avons plus la force de regarder l'avenir, qui subitement nous effraie, car nos économies se sont volatisées au gré de tous les tourbillons des vents contraires, mais toujours dans notre sens à nous, car nous avons toujours changé de cap.

Oh, qu'il fut agréable ce temps passé, mais encore si récent!

Mais l'heure du règlement de tous les comptes, de toutes les dépenses des justes et des folles, a sonné. Il faut donc payer. Ottawa doit payer. Québec doit payer. Les villes doivent payer. Les corporations para-publiques doivent payer.



Paul-O. Trépanier, architecte, maire

pour s'en rendre compte. Les centres d'achats, les magasins de la rue Principale, tous sont visités par les citoyens de notre région. L'accroissement annuel de $300,000. de notre part de la taxe de vente en est une preuve. En 1977, nous prévoyons un revenu de 2.2 millions de dollars à ce chapitre.

Nous sommes là, bien ancrés dans notre milieu. Nous voulons progresser en conservant la qualité de nos vies et en préservant notre environnement.

Ici, ça marche bien, somme toute. Mais notre travail doit s'inscrire dans le contexte global. En 1977, ce contexte, mondial et national, a été modifié à l'échelle de notre province.

Le 15 novembre 1976, les électeurs québécois ont élu une majorité de députés, membres du parti Québécois, et un nouveau gouvernement a été formé.

Cet événement a projeté le Québec sur la scène du monde. Pour les Ontariens, c'est un nouveau Cuba qui naît. Pour les Russes, c'est un gouvernement de petits bourgeois, bien timides. Pour les Américains, il s'agit d'une situation nouvelle, laquelle ne porte pas des rois mages et de leur périple vers Bethléem. J'espère qu'une bonne étoile les guidera sur le chemin rempli de périls qui sera le leur durant les mois et les années à venir.

J'espère surtout qu'ils sauront vous préserver du nationalisme qui rend les hommes fous.

J'espère qu'ils auront la sagesse et la modération essentielles pour susciter un nationalisme sain et vivifiant, car l'ultra-nationalisme, lequel place l'Etat au-dessus de l'individu et des familles, sera notre mort.

Nous devons grandir en respectant l'autre, l'Anglais, l'Écossais, l'Irlandais qui est là depuis longtemps, le Juif, l'Italien, l'Allemand, l'Africain, l'Asiatique qui est là depuis peu.

Nous devons grandir et vivre, chacun avec sa spécificité, en harmonie, en puisant l'un dans l'autre les qualités et la force intrinsèque de chacun.

Nous devons grandir et vivre en parlant français, un bon français, dans la connaissance de la langue et de l'histoire.

Nous devons grandir et vivre en comprenant l'anglais, la langue de nos 260 millions de voisins.

La Suisse a démontré que la chose est possible, du français

Au point de vue de la population, notre ville est bien équilibrée:

Moins de 18 ans: 11,875; 18-30 ans: 8,456; 30-40 ans: 4,916; 40-60 ans: 7,552; plus de 60 ans: 4,586.

Les commerçants peuvent ainsi baser leurs décisions sur ce tableau. On peut conclure évidemment que la population de Granby est composée en grande partie de jeunes, soit plus des 2/3 de la population.

J'ai été surpris de constater que 26,455 citoyens soient unilingues francophones et 790 sont unilingues anglophones. Je ne comprends pas comment 790 anglophones non bilingues peuvent fonctionner sans irriter leur entourage, dans un milieu dont 95% de la population est francophone... (langue maternelle, 35,277 français, 1,709 anglais, 398 autres). D'autre part, 10,139 citoyens sont bilingues (22%).

17,788 citoyens sont célibataires. 16,835 mariés, 1,623 veufs et 1,139 séparés ou divorcés.

Dans le domaine immobilier, 7,451 terrains, d'une valeur de 30 millions de dollars, sont bâtis, et 877 terrains non bâtis, d'une valeur de 4.5 millions, sont desservis et prêts à bâtir. D'autre part, 2,139 terrains, d'une valeur de 3.6 millions, font partie de terres développées.

Voyagez maintenant, payez plus tard

On doit payer les intérêts pour engraisser qui vous savez. On doit payer la somme. La seule chance de s'en sortir est le billet de loto, à une chance sur un million! Faut-il pleurer, faut-il rire? Il faut vivre. Vivre le présent en se nettoyant la tête de toutes les névroses engendrées par ces années de mise à jour collective.

Il faut vivre chaque jour, chacun et ensemble, en faisant l'effort nécessaire pour résoudre le problème du moment.

Si, à chaque jour suffit sa peine, les jours s'additionnent en semaines, et semaines en années.

Si l'effort est assez grand, si le geste nécessaire de chacun est bien coordonné avec le geste de l'autre, tous ensemble, on va avancer.

Québec est un pays riche. Un nouveau gouvernement nous propose une vision de l'avenir, susceptible de libérer toutes les énergies refoulées d'un peuple.

Il ne tient qu'à nous de relever ce défi. L'avenir sera celui que nous bâtirons aujourd'hui, fort des leçons, des erreurs et de l'expérience vécues.

Il faut croire que demain sera meilleur. Demain ne sera pas un meilleur, semblable au meilleur du passé. Demain sera un meilleur différent, un meilleur plus humain, axé sur l'homme et sa famille, un meilleur qui donnera plus à chacun de nous tous, et moins à quelques-uns qui ont depuis toujours en plus.

Ce sera notre Chine nouvelle à nous, adaptée à nos besoins, à notre façon de vivre, à notre environnement physique, social, politique, economique.

Granby a été bâtie par des hommes. Cela va de soi. Mais notre ville a nécessité plus de vision, plus d'efforts, plus d'imagination, plus d'audace qu'ailleurs.

Des hommes ont cru à l'avenir, pour eux-mêmes et pour leurs enfants.

Granby est là. Cette ville a devancé toutes les autres dans la région. Son dynamisme intrinsèque la maintiendra en avant. C'est maintenant le pôle régional autour duquel gravitent les autres villes et villages, une région de 100,000 personnes.

On n'a qu'à regarder la vivifiante santé de nos commerces encore atteinte au portefeuille de leurs entreprises multinationales.

Pour nous, 1977 constitue l'an 1 de l'ère nouvelle sociale et politique au Québec.

On peut d'ores et déjà prévoir que le gouvernement sera un gouvernement socialiste, à moins que ses dirigeants rejettent le programme du Parti québécois.

Le premier ministre, monsieur René Lévesque, a déclaré que son administration bâtirait un nouveau Québec sur le modèle suédois. Pour moi, cela veut dire une administration crypto-socialiste, dont la main gauche favorisera les syndicats, les coopératives, les entreprises mixtes, et la main droite tolérera la croissance des grandes entreprises financières, commerciales et industrielles.

Se rendra-t-on jusqu'à la nationalisation de Bell Canada, des mines d'amiante et autres, cela reste à voir.

Nous sommes donc dans l'attente. L'enfant est né. On veut le voir grandir. Deviendra-t-il l'adolescent fort et ardent de nos espérances?

Pour ma part, j'espère que nos dirigeants s'inspireront à l'italien, à l'allemand, au romanche.

Pour nous, Canadiens-français, l'autre, c'est d'abord l'anglophone, lequel constitue 20% de notre population.

Si le climat social ne se dégrade pas, le programme du Parti québécois peut être réalisé par étapes, en sensibilisant les citoyens aux changements proposés, en motivant les individus et les responsables des entreprises financières, commerciales et industrielles.

Au milieu de 1976, la population granbyenne s'établissait à 37,385 habitants et la valeur imposable à 234 millions de dollars. Il y avait 4500 maisons et 250 immeubles résidentiels multifamiliaux. On a dénombré plus de 500 immeubles commerciaux (1345 locaux commerciaux, et 185 immeubles industriels et entrepôts.

L'évaluation des maisons unifamiliales à 57 millions de dollars, était égale à près de 25% de la valeur totale. En conséquence, les administrateurs municipaux doivent être prudents lorsqu'ils déterminent les taux de la taxe foncière, à cause de son caractère régressif.

Les 70 courtiers en immeubles ont effectué, à Granby 490 ventes, dont 325 maisons unifamiliales et 150 immeubles résidentiels multifamiliaux. 237 lots vacants ont été vendus dont 73 dans le territoire annexé en 1974.

Evidemment, cette revue économique de la Voix de l'Est nous fournit plusieurs renseignements utiles sur notre situation à Granby.

Afin de garder chez nous, les 11,875 jeunes de moins de 18 ans, le conseil de ville doit travailler afin de créer de nouveaux emplois.

Nous aurons de bonnes nouvelles "industrielles" à annoncer aux citoyens d'ici quelques semaines.

Cela va dans le sens de la décentralisation et de la régionalisation préconisées par le nouveau gouvernement.

Tel un caméléon bien adapté à son environnement, nous saurons nous adapter au gouvernement Lévesque, et nous fonctionnerons en accord avec les nouveaux paramètres qui seront déterminés.

Une chose est certaine. Nous avons réussi le passé et nous réussirons l'avenir tous ensemble.

L'ÉCONOMIE: publi-reportage publié par le service de la publicité de La Voix de l'Est.



Je suis heureux du succès des industriels de la région et je me ferai un devoir de les aider en tout temps.

RICHARD VERREAULT

DÉPUTÉ DE SHEFFORD

Bureau 115, Principale Granby 372-9111

Amélioration insuffisante

OTTAWA (PC) — La décision du gouvernement de doubler les déductions pour frais de garde d'enfants, dans les déclarations d'impôt de 1976, est une amélioration qui ne sera cependant pas suffisante pour la plupart des familles.

Selon les travailleurs de garderies, les plus durement frappés par ces frais ont été les parents seuls avec plus d'un enfant, particulièrement ceux dont les revenus sont un peu trop élevés pour leur permettre de recevoir une assistance.

Les déductions ont monté à $30 par semaine ou $1,000 par année par enfant et la déduction maximale par famille est maintenant de $4,000.

Pour la première fois, on accorde des déductions pour frais de garde d'enfants aux mères et aux pères qui reçoivent des allocations pour des cours ou des projets de recherche.

Les mères qui sont au travail peuvent déduire un montant égal aux deux tiers de leurs revenus ou se limiter à $1,000 et $4,000, selon le cas.

Les pères seuls, séparés et avec la garde des enfants, ou dont la femme est infirme ou dans une institution pour pas moins de deux semaines, peuvent déduire $30 par semaine par enfant, jusqu'à un maximum de $120 pour chaque semaine qu'ils ont été seuls, veufs, divorcés ou séparés.

Reçus

Les parents doivent conserver les reçus de leurs dépenses, au cas où le fisc voudrait les vérifier. Le fisc tient également aux noms, adresses et numéros d'assurance sociale des personnes ou organisations qui ont eu la garde des enfants.

Aux yeux de l'impôt, un voisin qui garde un enfant pour un autre est considéré comme toute organisation bien établie.

On signale cependant que les coûts de garde d'enfants vont continuer à grimper, en 1977.

A Ottawa, on chargeait en 1976 $10.71 par jour pour un enfant d'âge préscolaire. Pour 250 jours, cela revient à $2,677.50.

Mais s'il y a deux enfants de la même famille, la déduction maximale est de $2,000, alors que le coût est de $5,355.

Il existe encore de bonnes réserves monétaires

WASHINGTON (AFP) — Les réserves monétaires des pays industrialisés ont augmenté de plus de $10 milliards en 1976, indiquent les dernières statistiques financières mensuelles du Fonds monétaire international.

Selon ces statistiques, les réserves des pays industrialisés totalisaient 113,480 millions de droits de tirage spéciaux de DTS égale $1.15 américain à la fin décembre dernier au lieu de 110,277 millions trois mois plus tôt et de 104,112 millions un an plus tôt. Elles ont ainsi progressé d'environ $10.7 milliards en un an.

Cette augmentation a été enregistrée en dépit d'une forte baisse des réserves françaises qui sont tombées de 10,757 à 8,373 millions de DTS, soit une baisse de $2.8 milliards, et de celles du Royaume-Uni qui se sont repliées de 4,663 à 3,641 millions de DTS. Les réserves de la Belgique 4,481 millions au lieu de 4,952 et celles de la Suède 2,114 millions au lieu de 2,628 ont également subi des ponctions substantielles.

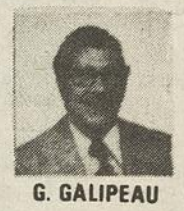
Par contre, les réserves de l'Allemagne occidentale et du Japon ont augmenté chacune de plus de $3 milliards et celles de la Suisse et des Etats-Unis de plus de $2 milliards. Celles de l'Allemagne, les plus vastes du monde, totalisaient 29,952 millions de DTS à la fin décembre au lieu de 26,510 un an plus tôt. Elles étaient cependant en baisse par rapport à leur niveau de septembre 30,278 millions. Celles du Japon sont passées de 10,947 à 14,292 millions de DTS, celles des Etats-Unis de 13,568 à 15,768 millions et celles de la Suisse de 8,908 à 11,183 millions. Pour la Suisse, une augmentation de 2.3 milliards de DTS a été enregistrée pendant le seul mois de décembre.

Le FMI ne fournit pas de statistique globale pour les réserves des pays exportateurs de pétrole en décembre. Sur la base des chiffres de novembre, celles-ci ont cependant augmenté de plus de 7 milliards de DTS en 1976 pour atteindre 55,559 milliards à la fin novembre. La plus forte augmentation a été enregistrée par l'Arabie séoudite dont les réserves totalisaient 23,261 milliards à la fin décembre au lieu de 19,920 milliards à la fin 1975.

On a également enregistré l'an dernier un redressement des réserves de plusieurs pays qui avaient vu celles-ci diminuer en 1975, comme l'Algérie, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak et la Libye. Les réserves du Venezuela ont légèrement diminué, totalisant 7,383 millions de DTS au lieu de 7,569 millions un an plus tôt.



R. CHAMPAGNE, C.L.U.
Gérant de district



G. GALIPEAU



R. LAMONTAGNE



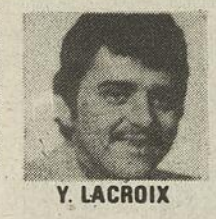
J. PATENAUDE



B. LEMIEUX, C.L.U.



G. TALBOT



Y. LACROIX



F. MÉNARD

ECOFLEX
FÉVRIER:
8.50%
GARANTI
10 ANS

Assurance-vie, annuiation d'hypothèque, rente viagère, plai de pension enregistré à l'impôt, écoflex taux garanti 10 ans.

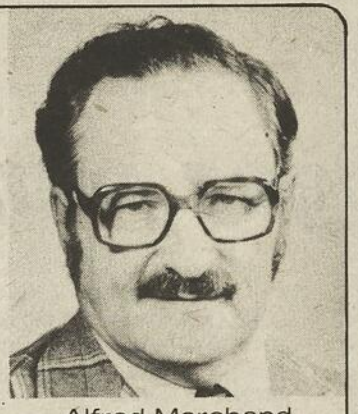
L'INDUSTRIELLE
COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE
183, rue Principale, Granby, Qué. 372-4054 — 372-4105



Georges Marchand
Président

IMPRIMERIE SHEFFORD PRINTING INC.

A TOUJOURS LA MÊME ÉQUIPE À VOTRE SERVICE



Alfred Marchand
Secrétaire-trésorier

Une équipe de 20, tous qualifiés par leur expérience, pour vous satisfaire.

Impressions par les procédés typographique et offset pour le commerce et l'industrie



André Bessette
Représentant



Charles Bédard
Préposé à l'offset

aussi - au service du public pour les faire-parts, cartes d'invitation, cartes de shower, etc.

EN AFFAIRE DEPUIS 1950

Etablie en 1950 à 22 rue Centre
De 1951 à 1961 à 4 et 8 Principale
De 1961 à 1976 à 25 et 27 St-Joseph
ET MAINTENANT À...

164, RUE COWIE, GRANBY

MÊME TÉLÉPHONE: 372-7192

Une capitale régionale se bâtit avec des leaders

La population d'une municipalité, qu'il s'agisse d'un village ou d'une ville, désire toujours obtenir plus que la population voisine.

Les autorités d'une municipalité, qu'il s'agisse d'un village ou d'une ville, désirent toujours obtenir plus que les autorités voisines.

Chacun tente d'attirer chez lui le plus de services possible, le plus d'industries possible, le plus d'institutions possible, etc.

Et il n'est pas long que l'on parle de "capitale régionale". Dans chaque région du Québec, en dehors des pôles d'attractions que sont les villes de Montréal et Québec, se dressent des agglomérations plus importantes que d'autres que l'on appelle "capitales régionales".

Bien des villes, des populations, des autorités... tentent de devenir des "capitales régionales" et s'affichent même comme tel tout en étant loin de l'être en pratique, dans les faits.

Car ce n'est pas tout de vouloir devenir une "capitale régionale". Un tel titre exige beaucoup des autorités en place, de même que de la population.

La base même de la naissance d'une "capitale régionale" est la capacité de réfléchir sur la définition de l'expression et, par le fait même, sur les implications pour qui veut jouer ce rôle de "capitale régionale".

Il faut bien comprendre, au départ, que toutes les municipalités ne peuvent être des "capitales régionales". Ensuite, il faut faire l'inventaire de nos valeurs en puissance et analyser le plus objectivement possible les chances de voir ces mêmes valeurs croître.

Dans l'ensemble, le rôle d'une "capitale régionale" en est un de leader. Et ce, sur plus d'un point. On peut, par exemple, envisager l'aspect économique: le développement industriel, l'activité commerciale, financière, immobilière...

On peut et on doit faire le point sur le plan social et culturel. On voit déjà l'ampleur de la tâche à accomplir et on comprend qu'il n'y ait qu'une "capitale" par région.

Mais une fois que l'on a examiné toutes les facettes du défi, toutes les implications et toutes les exigences du rôle que nous voulons assumer, celui de "capitale régionale", celui de "leader", il faut passer à une autre étape, l'étape la plus importante et la plus nécessaire. Mais aussi la plus difficile.

Les exemples sont relativement nombreux de villes qui aspiraient à jouer un rôle de "capitale régionale" et qui, après avoir rempli les premières conditions, c'est-à-dire le développement industriel, commercial, social et culturel de leur territoire, ont manqué de souffle et sont retombées au même rang que les autres villes de la région.

Que manquait-il à ces villes pour atteindre le palier de "capitale régionale" et s'y maintenir? Elles n'ont tout simplement pas pu franchir l'autre étape dont nous parlions précédemment.

Quelle est-elle cette étape? Qu'implique-t-elle et que signifie-t-elle? Nous avons mentionné plus tôt que le rôle de "capitale régionale" en était un de "leader".

Il faut donc, qu'on le veuille ou non, que nous trouvions dans la ville que nous voulons voir jouer son rôle de "leader", des leaders.

Et c'est pourquoi la ville de Granby a réussi à atteindre ce niveau et à s'y maintenir, malgré toutes les conjonctures actuelles. Voilà pourquoi l'on dit que Granby est la capitale de la Haute-Yamaska et que les gouvernements supérieurs devraient, dans un avenir pas trop lointain, le confirmer.

En effet, la ville de Granby a su se développer économiquement au cours des années et remplir ainsi les premières conditions: le parc industriel grandit régulièrement, le commerce est florissant avec les magasins du centre-ville et les trois centres commerciaux, les institutions financières sont nombreuses, les services éducationnels sont complets et le bien-être de la population est une préoccupation constante des autorités.

Granby, Princesse des Cantons de l'Est, est donc devenue une "capitale régionale". Il lui faut désormais maintenir ce titre en franchissant la deuxième étape, celle de trouver des leaders.

Cette étape est relativement facile à franchir car nous avons déjà nos leaders.

Ces derniers se retrouvent presque dans tous les secteurs d'activités et commencent même chez les autorités municipales.

Les Paul-O. Trépanier, les Donat Brosseau, les Eugène Brodeur, les Pierre-Horace Boivin sont des leaders. Les autres leaders sont donc plus faciles à recruter et peuvent plus facilement emboîter le pas.

Depuis quelques années, ces leaders se sont fait valoir et atteignent maintenant des sommets dans leurs sphères d'activités respectives. Il s'agit, sans contredit, de chefs de file...

Nous pensons, par exemple, à la Coopérative agricole de Granby qui est devenue le numéro un de l'industrie laitière au Canada et un producteur mondial de grande importance.

Nous pensons également à la Caisse populaire de Granby, la "grosse Caisse", comme on l'appelle souvent. Tout récemment, le rapport financier de cette institution nous apprenait qu'elle était maintenant la première Caisse du Mouvement Desjardins, dans tout le Québec. La Caisse populaire de Granby est devenue, elle aussi, un "numéro un".

Et nous ne pouvons passer sous silence la croissance indéfectible d'une jeune institution qui n'a fait son apparition qu'en 1970. Il s'agit de la Caisse d'entraide économique qui, en importance, se situe au 6e rang de toutes les Caisses d'entraide économique de la province.

Elle se classe par ailleurs en 4e position quant à sa progression, comparativement aux autres Caisses d'entraide.

Tout ça explique que le titre de "capitale régionale" dont s'enorgueillit la ville de Granby n'est pas emprunté. Il lui revient de droit et ceux qui hésitent encore à le lui concéder ou confirmer, n'ont encore pas compris ce qu'était une "capitale régionale", un "leader".

Jean Naud

MACHINERIE LOURDE
BÉTON - ASPHALTE
AGRÉGATS - TUYAUX
ET BLOCS EN BÉTON
TRAVAUX DE GÉNIE

TÉLÉPHONES:
Granby: 378-9871
Montréal: 861-8579
St-Hyacinthe: 773-1028
Marieville: 466-4611
Valcourt: 532-3202

STP

On ne peut concevoir le progrès d'une région si ceux qui la dirigent ou la transforment, ne se donnent pas les outils efficaces pour accomplir la tâche.

Nous sommes très heureux de participer au développement industriel de toute la région des Cantons de l'Est et en particulier de la Cité de Granby.

CONSTRUCTION ST-PAUL LTÉE
ST-PAUL D'ABBOTSFORD - QUÉBEC J8E 1A0

VOYAGES D'AFFAIRES
TORONTO
WINNIPEG
VANCOUVER
LES MARITIMES
BOSTON
CHICAGO
WASHINGTON
PARTOUT DANS LE MONDE...
Vous avez une affaire à régler...
Vous devez partir à peu d'avis près...
NOUS POUVONS VOUS AIDER...
DEMANDEZ À VOTRE SECRÉTAIRE
de nous appeler à 372-3624
Voyages Granby
94, PRINCIPALE, GRANBY
TÉL: 372-3624
Permis provincial No 75-01-50072



IMPRESSIONS DE TOUS GENRES
- faire-part
- cartes d'invitation remerciements
- dépliants
- circulaires
- étiquettes
- pamphlets
- programmes
- allumettes
- formules commerciales industrielles

service de publicité faust
faust publicity service

VENTE ET DÉVELOPPEMENT DE FILMS
Tél.: 372-2866
7, rue St-Joseph Granby, Qué.

CLUB DE GOLF ET CURLING GRANBY ST-PAUL

CLUB DE GOLF ET CURLING GRANBY ST PAUL INC.

GRANBY, QUE.

NOUVEAU 36 TROUS
SALLE POUR NOCES
SHOWER ET RÉCEPTION DE TOUT GENRE
TOURNOIS DE TOUTES SORTES

MEMBRE À VIE DISPONIBLE

BIENVENUE À TOUS

1415, rue Principale 378-9846 Granby

Les banques:

grands changements d'ici '87

Selon un éminent banquier, il deviendra de plus en plus difficile, au cours de la prochaine décennie, de différencier les banques à charte des autres institutions financières.

M. Rowland C. Frazee, président de l'Association des banquiers canadiens (ABC), souligne que les changements proposés à la législation bancaire entraîneront un élargissement des services offerts par toutes les institutions financières.

A son avis, ceci produira "un brouillage des lignes de démarcation très nettes qui existaient auparavant".

"C'est déjà évident au Canada, où il est difficile de faire la distinction entre les services qu'offrent à la clientàle les institutions non bancaires et les banques à charte", a déclaré M. Frazee.

Ce dernier, qui est vice-président exécutif et directeur général en chef de La Banque Royale du Canada, voit cette concurrence grandissante d'un bon oeil mais il estime qu'elle devrait se faire sur une base égale.

"La concurrence entre les institutions financières canadiennes a produit l'un des meilleurs systèmes financiers au monde; tout ce que nous demandons, c'est que la concurrence se fasse sur une base égale."

Dans une causerie devant les membres de l'Empire Club de Toronto, portant sur la révision prochaine de la loi sur les banques, loi fédérale qui régit les opérations des 12 banques à charte canadiennes, M. Frazee a exprimé l'opinion que la question la plus cruciale provient peut-être de l'étroite délimitation de la législation actuelle.

La Loi sur les banques ne s'applique en effet qu'aux seules banques à charte, mais un grand nombre d'autres institutions sont engagées dans la fonction bancaire, y compris les compagnies de fiducie, les credit unions, les caisses populaires et autres. La plupart sont constituées en vertu de législations provinciales.

Toutefois, seules les banques à charte sont soumises à l'influence monétaire directe de la banque centrale, et elles seules sont tenues de garder des réserves ne portant pas intérêt auprès de la Banque du Canada. Ceci veut dire que pour toutes fins utiles, monétairement parlant, les non banques échappent à l'influence directe de la banque centrale.

M. Frazee a souligné que ces institutions non bancaires ont connu une croissance plus rapide que celle des banques, et il prévoit que cette tendance se poursuivra au cours de la prochaine décennie.

"Dans un tel cas, les moyens qu'emploie la Banque du Canada pour exercer son influence monétaire seront affaiblis davantage. Il arrivera un temps où ces moyens seront tellement affaiblis que la politique monétaire centrale deviendra totalement inefficace, à moins que l'on n'emploie à l'égard des banques une politique tellement serrée qu'elle sera inéquitable."

AIDE AGRICOLE

Le montant des prêts accordés par les banques à charte aux agriculteurs canadiens a triplé au cours des six dernières années, et il atteint maintenant presque $3.0 milliards.

PREMIER PRÊTEUR

Les banques à charte fournissent plus de $55 sur chaque $100 de crédit requis par la communauté agricole canadienne, ce qui fait d'elles les institutions prêteuses les plus importantes en ce domaine.

Notre compagnie est heureuse de participer à l'embellissement de notre région, en produisant des enseignes exclusives et de bon goût pour chaque commerce.

ST-ONGE LTÉE NÉON & PLASTIQUE

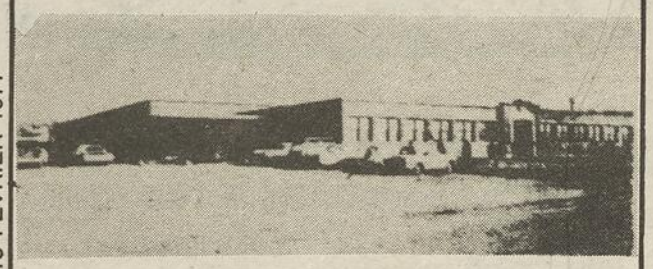
340 est, DENISON Tél.: 372-4303

Il nous est agréable de coopérer au développement commercial et industriel de Granby et de la région.

STEDFAST RUBBER CO. (CANADA) LIMITED

P.O. BOX 577
GRANBY TÉL: 378-8441 QUÉBEC

Nous avons à coeur le développement économique de notre région



USINE DE GRANBY

KEUFFEL & ESSER
OF CANADA LIMITED LIMITÉE

PAPIERS — PELLICULES — TISSUS
POUR
COPIES — DESSINS — TRACES — PLANS
APPAREILS D'ARPENTAGE

415 Robinson Sud, GRANBY 378-2466

Votre fournisseur d'articles pour la maison, l'école, le bureau.

PAPETERIE COWANSVILLE STATIONERS

(514) 263-3212
151 PRINCIPALE
COWANSVILLE, QUE.
J2K 1J3

Your Headquarters for Office, Home and School Supplies.

Filiale de — Division of

IMPRIMERIE COWANSVILLE INC.
COWANSVILLE PRINTING INC.

(514) 263-0833
137 JOHN
COWANSVILLE, QUE.
J2K 1W9

La balance des paiements des pays exportateurs de pétrole se situe à $3 milliards en plus

WASHINGTON (AFP) — Les balances des paiements des pays exportateurs de pétrole ont enregistré un excédent global de 3,689 millions de droits de tirage spéciaux pendant le troisième trimestre 1976, le plus élevé depuis le premier trimestre 1975, indique le Fonds monétaire international dans une étude publiée dans son dernier bulletin bimensuel.

Cet excédent considérable n'a pas empêché les balances des paiements des pays industrialisés et celles des pays exportateurs de matières premières d'enregistrer elles aussi des excédents. Ceux-ci se sont chiffrés à 39 millions de DTS pour les premiers et à 2,341 millions de DTS pour les seconds.

Compte tenu d'une diminution de 45 millions de DTS du stock mondial d'or monétaire, les balances des paiements se sont soldées par une asymétrie positive de plus de 6 milliards de DTS pendant le troisième trimestre, un niveau record, poursuit l'étude. Elle estime que cette asymétrie reflète essentiellement des changements dans les avoirs en instruments de réserve non traditionnels tels que les avoirs sur le marché de l'eurodollar.

OPEP

Les pays exportateurs de pétrole manifestent une préférence pour ces instruments de même que parfois certains autres exportateurs de matières premières, note l'étude. Les surplus enregistrés par ces pays se sont souvent accompagnés d'une forte asymétrie positive des balances, ajoute-t-elle.

L'excédent de 39 millions de DTS des pays industrialisés se compare à un déficit de 1,183 millions de DTS au trimestre précédent. L'amélioration a été due principalement à l'Allemagne excédent de 1,192 millions au lieu d'un déficit de 1,219 millions, à l'Italie excédent de 725 millions au lieu d'un déficit de 155 millions, aux Pays-Bas excédent de 190 millions au lieu d'un déficit de 1,002 millions et au Royaume-Uni excédent de 459 millions au lieu d'un déficit de 732 millions. Le FMI note que l'excédent allemand a été dû principalement à la balance des comptes courants tandis que les surplus italien et britannique ont été dus à des mouvements de capitaux et, notamment, pour le second, à des transactions exceptionnelles.

Canada

En revanche, on a enregistré une détérioration des balances des paiements de la Belgique-Luxembourg déficit de 850 millions au lieu d'un excédent de 641 millions, du Canada, déficit de 370 millions au lieu d'un excédent de 170 millions, de la France, déficit de 223 millions au lieu d'un excédent de 281 millions, de la Suède, déficit de 50 millions au lieu d'un excédent de 35 millions et de la Suisse, déficit de 80 millions au lieu d'un excédent de 940 millions. Le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis a été réduit de 1,505 millions à 737 millions tandis que l'excédent du Japon a été ramené de 1,076 à 938 millions de DTS.

Chez les pays pétroliers, la progression de l'excédent global, passe de 2,234 à 3,689 millions de DTS a été due principalement à l'Arabie séoudite, à l'Iran, à l'Algérie et à la Libye. Pour les autres pays exportateurs de matières premières, dont l'excédent est passé de 775 à 2,341 millions de DTS, l'augmentation a été due principalement aux pays développés comme l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, l'Espagne ou la Turquie.

Une mise en garde contre les régimes de retraite

OTTAWA (PC) — Un conseiller en investissements vient de mettre les contribuables canadiens en garde contre la hâte qu'ils peuvent manifester à souscrire à divers régimes de retraite.

"Certaines formules, a souligné M. Tom Delaney, présentent des avantages immédiats, mais il faut aussi analyser les conséquences à long terme."

Il a mentionné, en particulier, les plans d'épargne retraite et de logement, qui sont déductibles de l'impôt de 1976 s'ils sont acceptés avant le 1er mars 1977.

Ces plans sont offerts par les banques, les compagnies d'assurance, les sociétés de fiducie et les fonds mutuels.

"Il existe des douzaines d'autres plans, a précisé M. Delaney, et il faut choisir celui qui nous convient le mieux, sans se presser inutilement."

PEER

Dans le cas du PEER par exemple, la limite de souscription doit être haussée de 20 pour cent du revenu à un maximum de $5,500 pour ceux qui n'ont pas de régime de retraite chez leur employeur, et à $3,500 pour ceux qui en ont un.

On ne paie aucun impôt sur le capital ou les intérêts accumulés jusqu'au moment où on le reçoit, soit habituellement à la retraite.

On peut alors recevoir l'argent en un seul versement et payer l'impôt pour le montant global ou en plusieurs versements et échelonner l'impôt sur un certain nombre d'années.

M. Delaney a rappelé que le taux d'intérêt croît avec le risque qui entoure le capital et qu'il faut déterminer sans se hâter ce dont on a le plus besoin.

HOMMAGES DE

R.P.R.

TRANSPORT LTÉE.

COWANSVILLE, QUÉ.

TÉL.: 263-2631

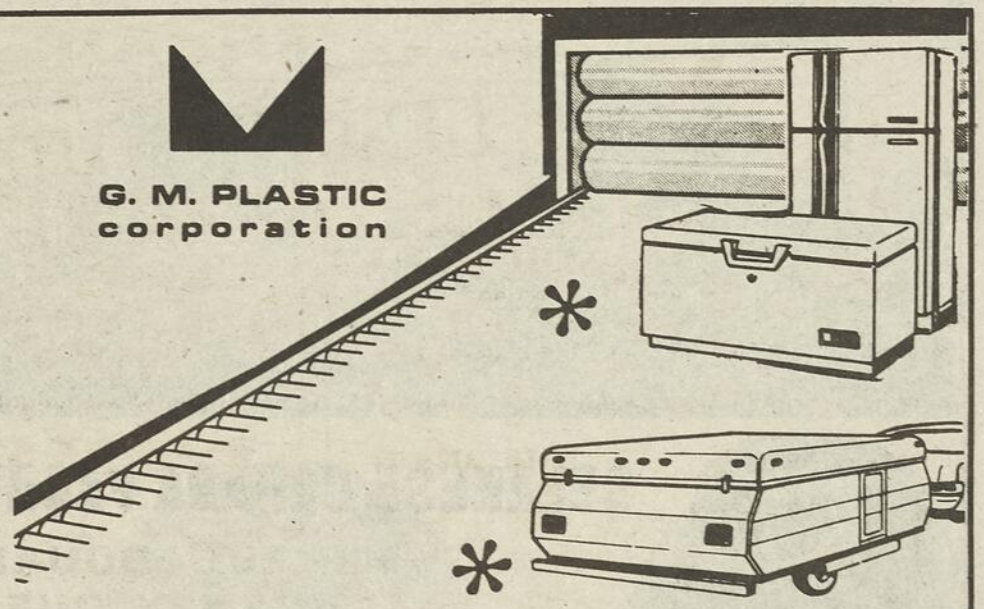
Nous sommes heureux de participer au développement de notre ville et notre région



CRESSWELL - POMEROY Ltd.

Rue Léon-Harmel Granby tél. 378-4611

G. M. PLASTIC corporation



G.M. Plastic est fier d'être membre de la communauté industrielle de Granby et de participer au progrès de notre ville et notre région.

De son usine moderne à Granby, G.M. Plastic peut produire des feuilles thermoplastiques jusqu'à 10' de largeur.

Ces feuilles sont utilisées pour la fabrication de plusieurs produits, et sont vendues et expédiées partout au Canada et aux marchés d'exportation dans le monde entier.



G. M. PLASTIC CORPORATION

520, rue Robinson S., Granby Québec

REVISION DE LA LOI DES BANQUES

Les banques sont de plus en plus actives

MONTREAL (PC) — L'accroissement des activités et de l'actif des banques canadiennes est le résultat de la dernière révision de la loi des banques, a affirmé le président de la Banque provinciale du Canada.

Parlant, mercredi, devant la Société canadienne des relations publiques, M. Michel Bélanger a précisé que le solde global, après impôts, des revenus des banques canadiennes est passé de $165 millions en 1967, date des dernières modifications à la loi, à $667 millions en 1976.

La levée du plafond de six pour cent pour l'intérêt sur les prêts a permis aux institutions bancaires de se montrer plus agressives, a dit M. Bélanger.

Cette nouvelle approche s'est concrétisée par de la réclame à la radio et à la télévision, incitant les consommateurs à déposer leurs économies et à emprunter, a-t-il ajouté.

Les changements proposés pour les amendements de 1977 à la loi des banques reflètent, selon M. Bélanger, l'évolution du secteur bancaire canadien depuis 1967.

Ces changements impliqueraient l'accès au circuit de nouvelles banques et soumettraient toutes les institutions financières aux mêmes règlements.

Depuis 1967, a remarqué M. Bélanger, le pourcentage des possessions des banques canadiennes représenté par les prêts à la consommation est passé de 14 à 20 pour cent, par les hypothèques de 4 à 10 pour cent et par les prêts aux sociétés de 30 à 33 pour cent.

Comptes courants

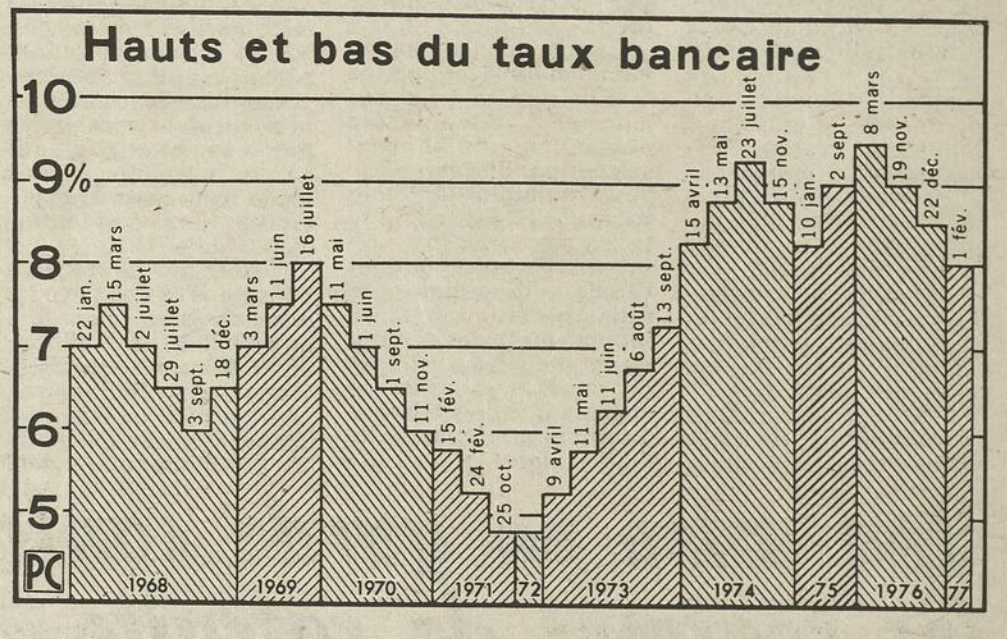
Durant la même période, les dépôts en comptes courants sont passés de 27 à 17 pour cent, les sociétés profitant de l'intérêt sur les dépôts à court terme.

Malgré le surcroît des actifs, les banques font toujours face à une demande de crédit excédant les sommes gardées en dépôt et, d'expliquer M. Bélanger, elles ont dû se tourner vers le marché de l'argent pour pouvoir disposer de sommes additionnelles.

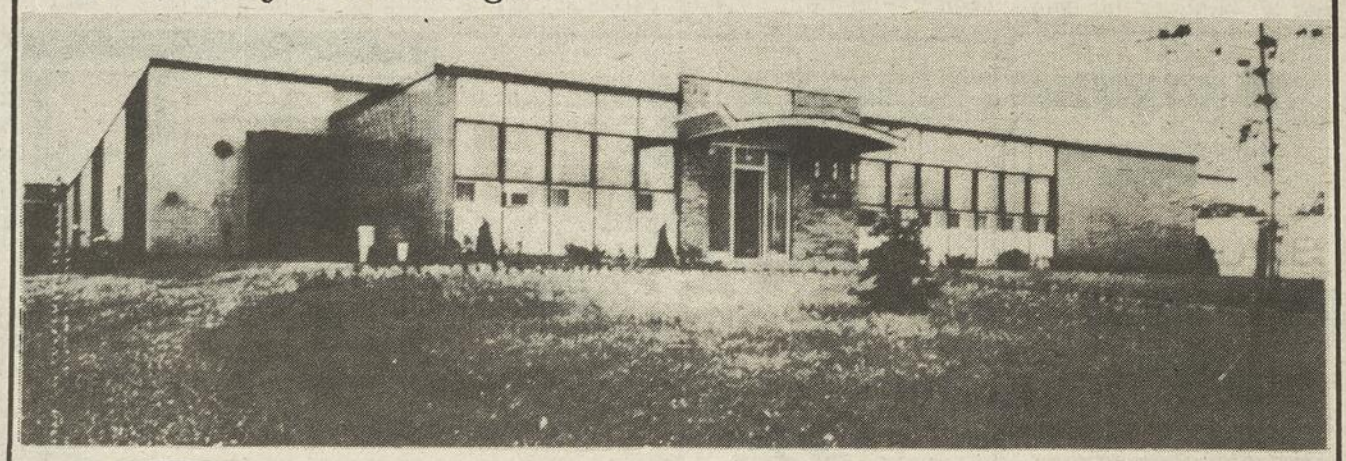
En vertu des changements de 1967, les banques avaient le droit d'émettre des débentures, a dit le banquier, mais maintenant les obligations représentent $1 milliard du fonds de roulement des banques canadiennes.

Les banques ont également transformé une bonne partie de leurs biens en devises étrangères. En 1967, elles possédaient $6.5 milliards en monnaies étrangères mais ce chiffre est passé à $35 milliards, soit plus du quart de leurs actifs.

A l'occasion, d'affirmer le président de la BP, les banques changent leurs devises étrangères en dollars canadiens pour financer leurs opérations. En mai 1974, a-t-il souligné, $3 milliards ont ainsi été investis dans l'économie canadienne.



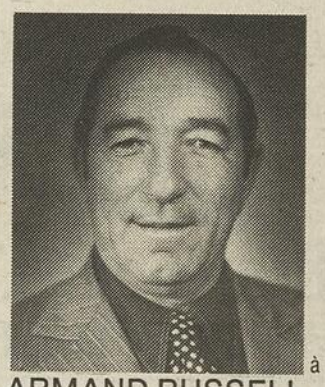
Il nous est agréable de coopérer au développement commercial et industriel de Granby et de la région.



CELANESE CANADA FABRICS LIMITED

540, RUE EDOUARD
GRANBY, QUÉ.

Notre région est en plein essor et nous en sommes heureux



ARMAND RUSSELL

Meilleurs voeux de succès aux hommes d'affaires et industriels de la région

ARMAND RUSSELL
Député de Brome-Missisquoi
à l'Assemblée nationale du Québec

Nous sommes heureux de participer au développement de notre ville et notre région.

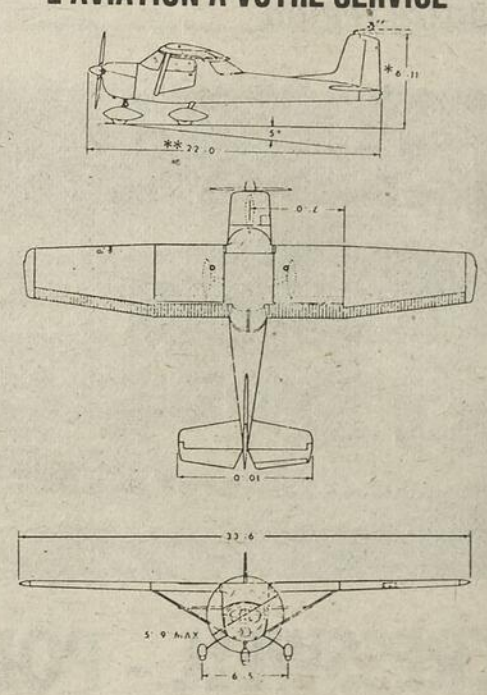
Barker
DEPUIS 1898

Compagnie J. J. Barker Limitée

COWANSVILLE, QUEBEC.

PANNEAUX MURAUX—ENSEIGNES—PEINTURE

L'AVIATION À VOTRE SERVICE



COURS DE PILOTAGE - TOURS D'AVION

air bromont
Aéroport régional Bromont / Cowansville
BROMONT, Québec
(514) 534-2320

LE PRÊT PERSONNEL À LA CAISSE POPULAIRE DE GRANBY

La Commission de crédit, présidée par Monsieur Donat Brosseau, a étudié 4,909 demandes au cours de l'année sociale 1976. La répartition des études se détaille comme suit:

2,727 demandes sur reconnaissance de dettes accordées 78.4%
330 demandes sur hypothèques accordées 9.5%
34 demandes sur reconnaissance de dettes en suspens 1.0%
281 demandes sur reconnaissance de dettes annulées 8.0%
180 demandes sur reconnaissance de dettes refusées 3.1%

Il faut ajouter l'étude de 1,429 demandes diverses comme renouvellement, suspensions de versements, prolongations de délai ou quittance.

Les 2,727 demandes accordées pour le prêt sur reconnaissance de dettes représentent une somme de $9,454,540.18.

Voici le tableau des "BUTS" de ces emprunts:

"BUTS"

	Nombre	%	Montant	%
Automobiles	816	29.9%	2,644,773 .70	28.0%
Budget	1,066	39.1%	2,453,710.69	26.0%
Education, Epargne	301	11.0%	303,363.55	3.2%
Réparations, modernisation	216	7.9%	433,930.10	4.6 %
Acquisition de biens immobiliers	130	4.8%	2,034,902.80	21.5%
Achat de biens durables de production	72	2.7%	237,382.69	2.5%
Frais d'opération	126	4.6%	1,346,476.65	14.2%
TOTAL:	2,727	100%	9,454,540.18	100%

C'est avec fierté que les Commissaires de crédit de la Caisse Populaire de Granby confirment que le plus haut pourcentage (29.1%) des demandes d'emprunt formulées et acceptées par eux sont des demandes en regard avec le Budget:

Consolidation de dettes, achats de biens durables, assurances, taxes, impôts, vacances, loisirs, sports, vêtements, nourriture, loyers, chômage, grève et soins médicaux.

Le montant maximum pour un Prêt Personnel à la Caisse Populaire de Granby est fixé à $10,000.00.

LE PRÊT HYPOTHÉCAIRE

La Commission de Crédit de la Caisse Populaire a accepté 330 demandes sur hypothèques au cours de l'année sociale 1976 pour un investissement de $8,799,713.84.

Voici la répartition des prêts hypothécaires par "MONTANTS" de cet investissement:

1 à 2,500.		2,501. à 5,000.		5,001. à 10,000		10,0001. à 15,000	
Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
5	7,400.00	13	54,147.41	33	291,127.86	47	633,992.60
1.5%	0.08%	3.9%	0.61%	10%	3.3%	14.3%	7.2%

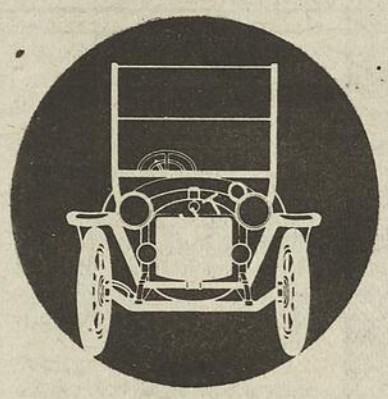
15,001. à 20,000		20,001. à 25,000		25,001. et plus		TOTAL	
Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
58	1,081,665.80	78	1,837,759.80	96	4,893,620.37	330	8,799,713.84
17.6%	12.3%	23.6%	20.9%	29.1%	55.61%	100%	100%

Voici la répartition des prêts hypothécaires par "BUTS":

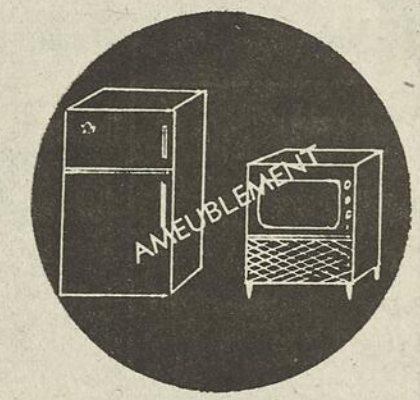
		No	%	Montant	%
VII-2	Prêts consentis pour achat de maison et remb.	126	38.2	3,427,478.83	38.9
VII-3	Cons. de dette, autos, etc...	45	13.6	1,009,373.99	11.5
VII-4	Réparation et entretien de maison	34	10.3	287,532.60	3.3
VIII-2	Construction de maison unifamiliale	110	33.4	2,581,337.22	29.4
VIII-3	Construction de maison bifamiliale	—			—
VIII-4	Logements à appartements	11	3.3	1,302,960.00	14.7
VIII-5	Construction maison triplex	4	1.2	191,031.20	2.2
IX	Corps publics	—			—
	TOTAL:	330	100%	8,799,713.84	100%

PRÊT PERSONNEL JUSQU'À $10,000.

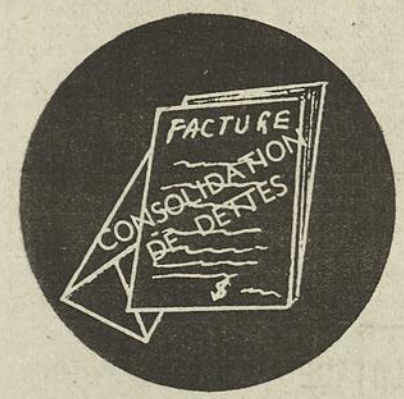
LA CAISSE POPULAIRE DE GRANBY
30 ST-ANTOINE SUD
262 DESJARDINS
378-4653













	12 MOIS		18 MOIS		24 MOIS		36 MOIS		48 MOIS		60 MOIS	
	Int.	Mens.	Int.	Mens.	Int.	Mens.	Int.	Mens.	Int.	Mens.	Int.	Mens.
1,000	74.72	89.56	110.42	61.69	146.72	47.78	221.84	33.94	299.84	27.08	380.60	23.01
1,500	112.08	134.34	165.54	92.53	220.08	71.67	332.76	50.91	449.76	40.62	571.20	34.52
2,000	149.44	179.12	220.66	123.37	293.44	95.56	443.68	67.88	599.68	54.16	761.20	46.02
3,000	224.16	268.68	331.08	185.06	440.16	143.34	665.16	101.81	899.94	81.23	1141.80	69.03
4,000	298.88	358.24	441.50	246.75	586.88	191.12	887.00	135.75	1198.88	108.31	1523.00	92.05
5,000	373.60	447.80	551.74	308.43	733.60	238.90	1108.84	169.69	1498.72	135.39	1903.60	115.06
7,500	559.68	671.64	826.98	422.61	1099.92	358.33	1662.36	254.51	2247.36	203.07	2854.20	172.57
10,000	747.20	895.60	1103.48	616.86	1467.20	477.80	2217.68	339.38	2997.44	270.78	3807.20	230.12

Depuis 7 ans, la Caisse Populaire de Granby a ristourné $1,452,700.00; ce qui représente pour vous une réduction du taux de 1½%.

Le taux d'intérêt fut calculé à 13½%, incluant l'Assurance-Vie Prêt Desjardins.

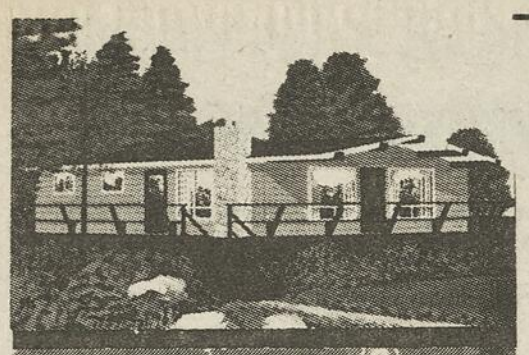




Photo prise lors de la réception annuelle de la compagnie. Nous reconnaissons de gauche à droite accompagné de leur escorte: Rejean Poitras, Laurence Beauregard, Fernand Auclair, Denis Lussier, Daniel Beauregard, Christian Chagnon, Arthur Galbraith et Patrice Parent, ces employés lors d'un tirage sont les heureux gagnants d'un voyage à Daytona Floride offert par les Industries Ste-Anne.



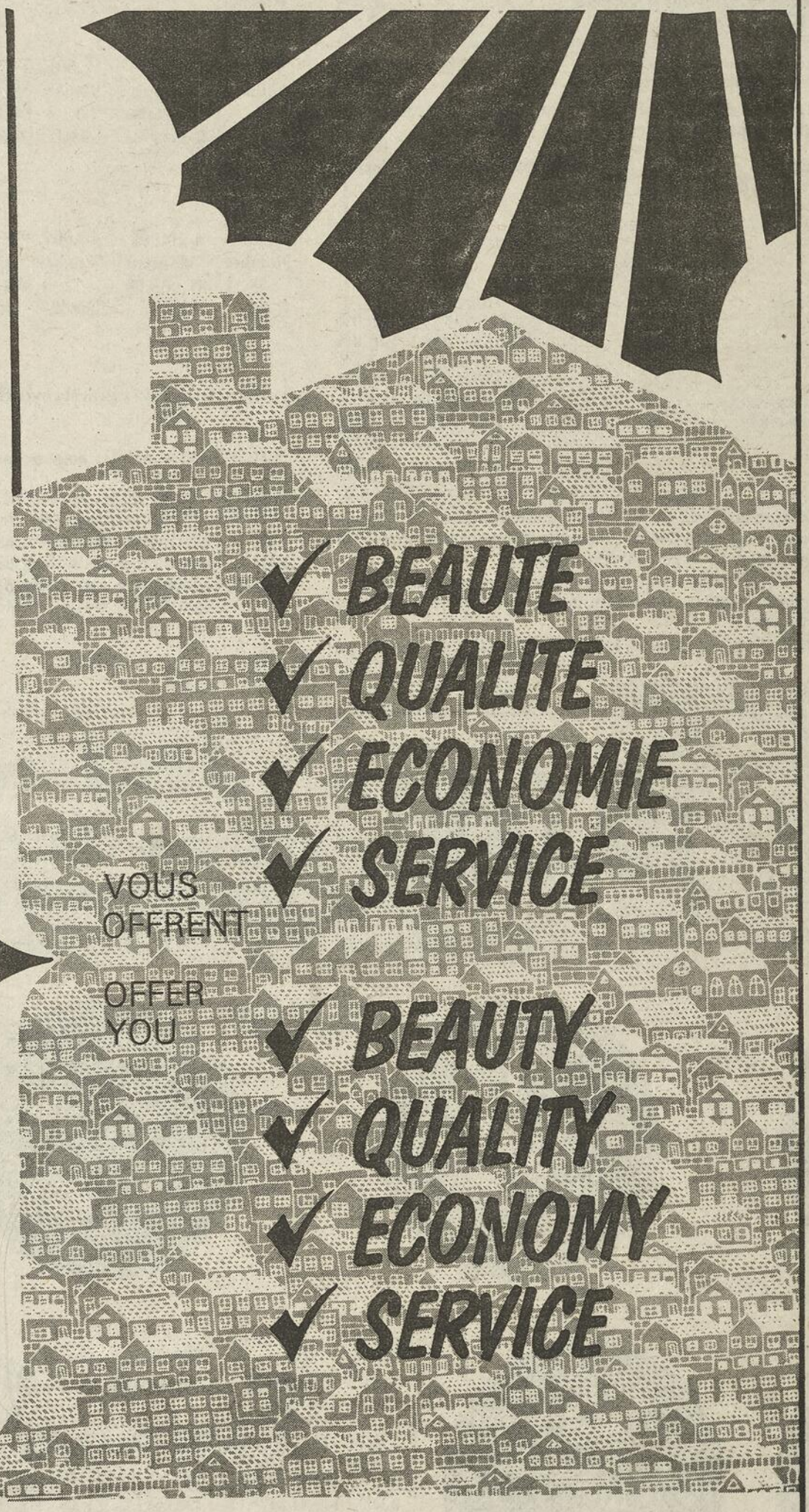
Les 3 administrateurs des Industries Ste-Anne de la Rochelle accompagnés de leurs épouses, participaient également à la réception: ce sont Gerry Bernèche, Norman Bernèche, président de la compagnie, Alfred Beauregard, Directeur Général, sa femme Rita, Suzanne Dupont et Jacques Dupont, directeur adjoint. Ces messieurs profitèrent de l'occasion pour annoncer, que la compagnie avait fabriqué en 1976, 400 maisons et que dès le début de 1977 on devra agrandir à nouveau l'usine pour porter la production à 12 unitées par semaine. L'usine qui aura une superficie totale de 20,750' emploira en 1977 environ 170 ouvriers.

LES MAISONS ALOUETTE ET/AND ATLANTIC MODULAR STRUCTURES LTD.



Pendant que M. Alfred Beauregard s'adresse aux convives, il est entouré sur l'estrade de quelques actionnaires de la compagnie. Dans l'ordre habituel, Mme Jeannine Laplante, M. Gérard Lapiante, Ginette et Serge Allaire, Norman Bernèche le président son épouse Gerry ainsi que M. Léo Bernèche, son épouse Paulette aussi actionnaire de la compagnie n'apparait pas sur la photo.

Les Industries Ste-Anne-de-la-Rochelle (Maisons Alouette) à la suite de nombreuses demandes ont ajouté à leurs modèles de maisons, le chalet CLAUDE, qu'elle est heureuse de vous présenter.



LES INDUSTRIES STE-ANNE-DE-LA-ROCHELLE INC.

TÉL.: 539-3100

STE-ANNE-DE-LA-ROCHELLE — COMTÉ DE SHEFFORD

Le MEER se "rapproche" des régions éloignées

THETFORD MINES (PC) — Le ministère canadien de l'Expansion économique régionale MEER se préparerait à assouplir ses normes d'aide à l'industrie dans les régions éloignées des grands centres urbains.

C'est ce qu'a laissé entendre le titulaire de ce portefeuille, M. Marcel Lessard aux convives de la Caisse d'entraide économique de la région de l'Amiante.

En réponse à une question, le ministre a révélé que les fonctionnaires préparent depuis six mois une révision complète des différents programmes d'aide au développement industriel, et que des amendements seront apportés à la législation pour aider davantage les régions défavorisées à se prévaloir de l'aide fédérale.

Un assouplissement des normes de qualification, des garanties de prêts plus élevées et des subventions accrues figureraient parmi les mesures envisagées pour accélérer le développement industriel dans les régions éloignées des pôles d'attraction.

La région économique de Thetford est durement éprouvée depuis la fermeture des usines de motoneige Sno Jet Inc. et de roulottes et maisons mobiles Bellevue Inc., deux entreprises qui ont pourtant bénéficié des largesses du MEER.

D'autre part, la relance industrielle dans la région de l'Amiante est presque nulle. Et cette région est défavorisée par rapport à celles de Granby et de Saint-Hyacinthe, par exemple, beaucoup plus rapprochées du pôle industriel de Montréal.

M. Lessard a profité de cette tribune pour faire remarquer aux 175 convives qu'ils doivent combattre non pas l'indépendantisme mais l'ignorance de certains individus qui cachent la vérité et refusent d'avouer que le fédéralisme est salutaire et profitable.

Le ministre a appuyé son assertion en soulignant que le Québec a reçu la part du lion en 1976, soit 44.8 pour cent des subventions consenties au pays. Il a précisé que 292 entreprises québécoises ont reçu des offres de stimulants financiers pour une valeur de $26.7 millions, entraînant $114.5 millions en investissements et favorisant la création de 5,444 emplois. De ce nombre, 284 étaient des petites et moyennes entreprises.

Le ministre Lessard a poursuivi en déplorant que le Canadien français n'ait pas su développer une véritable mentalité industrielle, exploitant trop souvent des entreprises à caractère familial.

La péréquation profite encore à notre province

Le gouvernement du Canada a annoncé que la province de Québec recevra des paiements de l'ordre de $1,262.3 millions en 1977-78, en vertu du programme de péréquation nouvellement révisé.

Ce montant est supérieur de $138.5 millions à ce que la province doit recevoir pour 1976-77, en vertu de l'ancien arrangement qui prend fin le 31 mars 1977, et supérieur de $262 millions à ce que le gouvernement fédéral a versé au Québec pour l'année financière i975-76.

Les paiements versés au Québec pour l'année en cours représentent $200 par habitant. Au cours des dernières années, les paiements de péréquation ont représenté entre 11 et 12 p. cent des recettes générales du gouvernement provincial.

La péréquation est un programme de paiements versés par le gouvernement fédéral pour atténuer les disparités régionales de revenu au Canada. Ce programme prévoit un partage de l'ensemble des recettes fiscales du pays par un transfert annuel d'une partie des recettes fédérales perçues dans toutes les régions du Canada, aux provinces dont la capacité de perception est inférieure à la moyenne nationale. Ces paiements visent à permettre aux gouvernements provinciaux d'assurer à leurs habitants des services de qualité sans devoir recourir à une fiscalité excessive.

Brève explication de la péréquation

Le calcul de la péréquation est actuellement basé sur un "système à fiscalité représentative" jugé caractéristique des systèmes déjà en vigueur dans les provinces. Aux fins du calcul de la péréquation, ce système est appliqué à toutes les provinces et les rendements fiscaux exprimés par habitant font l'objet de comparaisons. Comme certaines provinces ont une assiette fiscale plus importante que les autres, le rendement par habitant du régime provincial d'imposition n'est pas le même partout. Les provinces dont le rendement par habitant est inférieur à la moyenne nationale (moyenne pondérée de toutes les provinces), ont droit à un paiement de péréquation qui les relève au niveau moyen du pays. Le paiement auquel une province a droit est égal à son déficit par rapport au rendement national moyen du régime fiscal représentatif, multiplié par le chiffre de sa population.

Les provinces qui reçoivent des paiements de péréquation sont les suivantes: Terre-Neuve, Île du Prince-Edouard, Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick, Québec, Manitoba et Saskatchewan.

Les paiements de péréquation existent depuis 1957. Jusqu'à ce jour, le gouvernement fédéral a versé aux provinces environ $17 milliards à ce titre.

Croissance des épargnes

La tradition d'épargne s'ancre de plus en plus chez les Canadiens.

Les statistiques les plus récentes publiées par l'Association des banquiers canadiens (ABC) dévoilent qu'il y a plus de 22 millions de comptes d'épargne personnelle dans les banques. La somme totale de ces comptes a presque quadruplé au cours des 10 dernières années, mais le montant moyen par compte reste inférieur à $1,700.

Autre fait intéressant, près de 70 pour cent des comptes sont de moins de $1,000 et, phénomène étonnant, 40 pour cent sont de moins de $100.

Une brochure intitulée Activités que vient de faire paraître l'ABC, révèle aussi que le nombre de chèques émis par les Canadiens ne cesse d'augmenter.

A chaque jour ouvrable quatre millions d'effets de paiement—chèques, mandats et le reste—dont le total en un an atteint 1.3 milliards, passent par les banques. Il faut noter que ces chiffres ne donnent qu'une image incomplète puisqu'ils ne comprennent pas les millions d'effets du gouvernement fédéral ou ceux qui sont tirés sur d'autres institutions financières qui utilisent les services de compensation des banques.

Activités contient toute une gamme de renseignements sur le système bancaire, dont voici quelques exemples:

—Il y a actuellement une succursale bancaire par 3,255 habitants du pays.

—Le versement des intérêts sur les dépôts et les débentures, qui a dépassé $5.52 milliards en 1975, constitue la dépense individuelle la plus élevée des banques.

—Les banques canadiennes voient leurs affaires internationales prendre de plus en plus d'ampleur et actuellement près de 30 pour cent de leurs actifs sont en monnaie étrangère, soit six fois plus qu'en 1965.

L'ABC déclare qu'Activités constitue pour les étudiants, les enseignants, les bibliothèques et tout lecteur intéressé, une excellente source de renseignements importants, y compris des statistiques pour chaque province. Des exemplaires en quantité raisonnable peuvent être obtenus gratuitement, en français ou en anglais, aux bureaux de l'ABC à Montréal, C.P. 9, Tour de la Bourse, Montréal, Qué. H4Z 1A3.

À L'ENTRAIDE
ÉCONOMIQUE
L'ÉPARGNE RETRAITE,
L'ÉPARGNE LOGEMENT,
C'EST BEAUCOUP PLUS

VOICI POURQUOI:

1— Parce que L'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE ça vous appartient, c'est québécois et ça progresse.
— Elle garde vos capitaux chez vous.
— Elle vous permet d'administrer vos affaires de A à Z.
— Elle vous retourne 100% des bénéfices.
— Elle vous fait maître chez vous.
— Elle fait ses placements dans votre région.
— Elle offre un rendement comme SEULE l'Entraide économique est en mesure d'en offrir.

2— Parce que TOUTES NOS CAISSES D'ENTRAIDE sont reconnues par le gouvernement du Québec et sont autorisées à vous proposer:
— Un régime qui reflète leur saine administration.
— Un régime à l'image de leurs objectifs, de la sécurité comme du dynamisme de l'épargne régionale, des résultats exceptionnels qu'elles obtiennent année après année, à l'image enfin de l'importance de l'Entraide économique parmi les meilleures institutions financières du Québec.

3— Parce que dans une CAISSE D'ENTRAIDE les PARTS SOCIALES comportent les qualités suivantes:
— Elles ont une valeur fixe.
— Elles ont toujours rapporté annuellement 10% ou plus.
— Elles constituent une épargne stable.

CAISSE D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE GRANBY
161, rue PRINCIPALE GRANBY 372-2322

Votre secrétaire est-elle UNE PRINCESSE?

ELLE NOUS CONNAIT

* Sait que nous sommes gentils, affables,
* Toujours prompts à répondre à toutes ses questions
* Sait que nous vous livrons tous vos documents de voyage
* Sait que nous faisons tous les changements d'itinéraires, si vos plans ont changé en dernière minute.

Bref elle nous a appelés, et si c'est la première, ce n'est pas la dernière.

A.T.C. agence de Voyage Princesse INC A.T.A.C.
Permis no 75-50267
135, rue PRINCIPALE (Édifice Palace) GRANBY 372-4444

Les Caisses d'Entraide économique sont d'abord au service d'une région

"C'est en développant nos ressources, chacun chez nous, avec nos moyens financiers, et Dieu sait si potentiellement nous en avons, que nous allons créer un Québec nouveau, ce Québec que tout le monde imagine à sa façon mais à qui, grâce à l'Entraide économique et grâce à ceux qui aiment assez les gens pour les respecter, il faudra bien finir par donner une dimension régionale, tant il est vrai que le tout n'est que la somme des parties."

C'est ainsi que s'exprimait le président et directeur général de la Fédération des Caisses d'Entraide économique, M. Jacques Gagnon, au cours du congrès du Groupement québécois d'entreprises, à la fin de la dernière année.

Le discours de M. Gagnon donnant des informations fort intéressantes sur le rôle que doivent jouer les Caisses d'Entraide économique dans leurs régions respectives, nous avons décidé d'en publier ici un extrait.

"Pour que tout cela se produise et que de la parole nous passions aux.actes, pour que l'Entraide économique joue vraiment son rôle, nous devrons développer la fierté et la solidarité chez les hommes d'affaires au Québec".

Et j'ai apprécié ce qu'en disait M. Jean-Paul Létourneau, le directeur général de la Chambre de Commerce de la Province de Québec, quand il reprochait à trop d'hommes d'affaires de se taire et de se cacher. Selon lui, ces hommes finissent par attraper un sentiment de culpabilité non mérité face aux multiples attaques dont ils sont l'objet.

Trop d'hommes d'affaires acceptent avec fatalisme le blâme et même les sanctions sociales qu'ils ne méritent pas et qu'ils savent ne pas mériter. Trop d'hommes d'affaires se camouflent ou se travestissent en cachant leurs succès et leurs idées parce qu'ils seraient mal vus. Ces peurs, ces démissions sont mal fondées.

Il y a aussi le problème du langage. C'est peut-être même le principal. En somme si nous vivons dans un monde surinformé quant au nombre et à la qualité de tous les média écrits, parlés ou télévisés qui atteignent les gens tous les jours dans leurs foyers, par contre, ce monde est sous-informé en ce qui a trait aux valeurs économiques. Tant que nous ne nous serons pas préoccupés, jour après jour, par des initiatives comme les nôtres et les vôtres, d'expliquer le sens de certains mots clés, nous serons toujours face à un blocage systématique.

Et les journalistes auront raison de parler d'analphabétisme économique et les enquêtes menées dans les CEGEP et d'autres groupes scolaires, continueront de prouver qu'au moins 90% des Québécois de plus de 15 ans n'ont pas de notions de base en économie.

Nous nous demanderons ensuite en levant les bras au ciel, hypocritement, comment peut-on vraiment vivre dans une société où l'économie tient une si petite place, sans que cette société sache de quoi un peu il retourne. Il faut le répéter. Un peuple bien informé est un peuple bien gouverné et ce n'est pas dans l'ignorance de la vie économique qu'on pourra construire la société de l'avenir.

CONCLUSION

Puisque nous avons un nouveau gouvernement au Québec, et que ce gouvernement s'est engagé à donner la priorité aux entreprises coopératives, à la planification et au développement régional, vous seriez déçus qu'à ce moment-ci nous vous privions de lui adresser des recommandations.

C'est évident, je l'ai dit tout au long de mon exposé, c'est à la population régionale de s'impliquer dans son développement économique sans que le gouvernement ou les gouvernements remplacent les citoyens dans les tâches qui appartiennent à la base. Néanmoins, nous croyons que l'appareil gouvernemental a le devoir d'offrir aux citoyens les outils supplémentaires qui décupleront l'effort du milieu. Ces outils, ces moyens, je voudrais en citer quelques-uns qui ont un caractère d'urgence.

Premièrement, partout où il y a un service de promotion bien organisé, partout où il y a des commissariats industriels ou des conseils économiques, le gouvernement doit contribuer à l'aménagement de parcs industriels. Actuellement, trop de villes attendent de tels services, depuis trop longtemps.

Dans le même ordre d'idée, le gouvernement du Québec doit encourager les institutions financières et les institutions de développement en général, à bâtir des édifices polyvalents dans les parcs industriels. Une bonne façon serait d'appuyer les Caisses d'Entraide économique en offrant une garantie de prêt de 95%.

Troisièmement, offrir aux industries qui s'établissent dans les régions autres que Montréal, des dégrèvements fiscaux, une remise automatique d'une partie du taux d'intérêt sur les emprunts et enfin, mettre l'accent sur la formule du prêt oublié.

J'ajoute que le gouvernement doit tout mettre en oeuvre pour assainir les relations de travail afin que l'on cesse une fois pour toutes, dans la presse, dans l'esprit des gens et à bien d'autres endroits, d'associer les patrons à des bandits et les

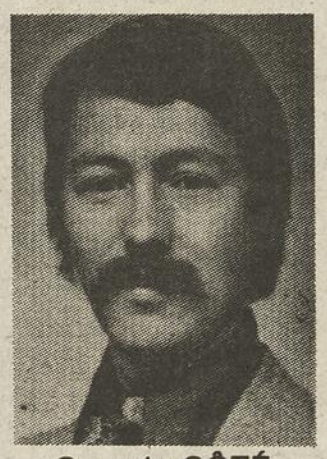
NOS REPRÉSENTANTS



Hervé ROY



Normand ROY



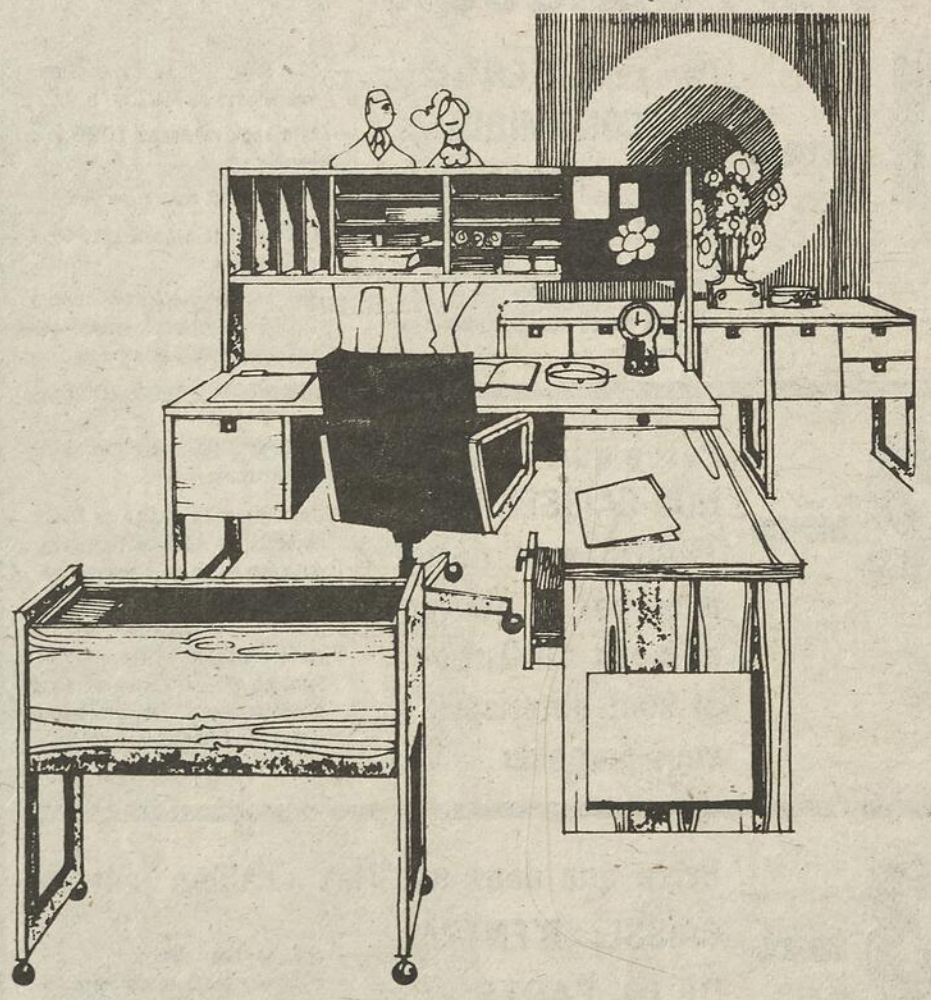
Gervais CÔTÉ



Daniel COITEUX

Pour vous bien meubler VOYEZ

Papeterie La Liberté inc.
209 Principale • TEL: 372-6263 • Granby, Qué.



Papeterie La Liberté inc.
209 Principale • TEL: 372-6263 • Granby, Qué.

KLOCKNER-MOELLER LTÉE

FABRICANT DES CONTRÔLES ÉLECTRIQUES INDUSTRIELS
Siège social et usine, Granby, Québec

Succursales à

VANCOUVER, WINNIPEG, HAMILTON, TORONTO Ouest, TORONTO Est MONTRÉAL Ouest, MONTRÉAL Est et QUÉBEC

Des distributeurs dans la plupart des autres villes s'occupent des dispositifs de contrôle individuel.

syndiqués à des élus du ciel.

Si les uns et les autres comprennent autant leurs devoirs à l'égard de l'entreprise que leurs droits, nous finirons peut-être par faire oublier ce triste championnat des jours perdus pour cause de grève.

Un mot, le dernier, pour mentionner qu'à la série des moyens que nous offrons à l'entreprise, nous aimerions bien ajouter cette coopération entre les institutions comme la nôtre qui sont les mandataires de l'épargnant québécois et à qui il revient, plus qu'à quiconque, de relever dans l'association et l'harmonie, dans la responsabilité, le défi de l'industrialisation du Québec.

La Caisse populaire de Granby demeure la plus importante Caisse de la Fédération de Québec

En effet, les membres de la Caisse populaire de Granby et l'ensemble de la population doivent être fiers des résultats financiers en date du 31 octobre 1976. A cette date, l'actif de la Caisse populaire de Granby atteignait $50,386,149 comparativement à $41,141,439 en 1975, soit l'actif le plus élevé des 1,300 Caisses populaires affiliées à la Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins.

La Caisse populaire de Granby a sans cesse connu un taux de croissance extraordinaire. En cette année du 36ème rapport, le taux de croissance a atteint 22.5%. En plus de devenir la plus importante Caisse populaire de la Fédération de Québec au niveau de l'actif, la Caisse populaire de Granby est depuis plusieurs années la première quant au nombre de membres.

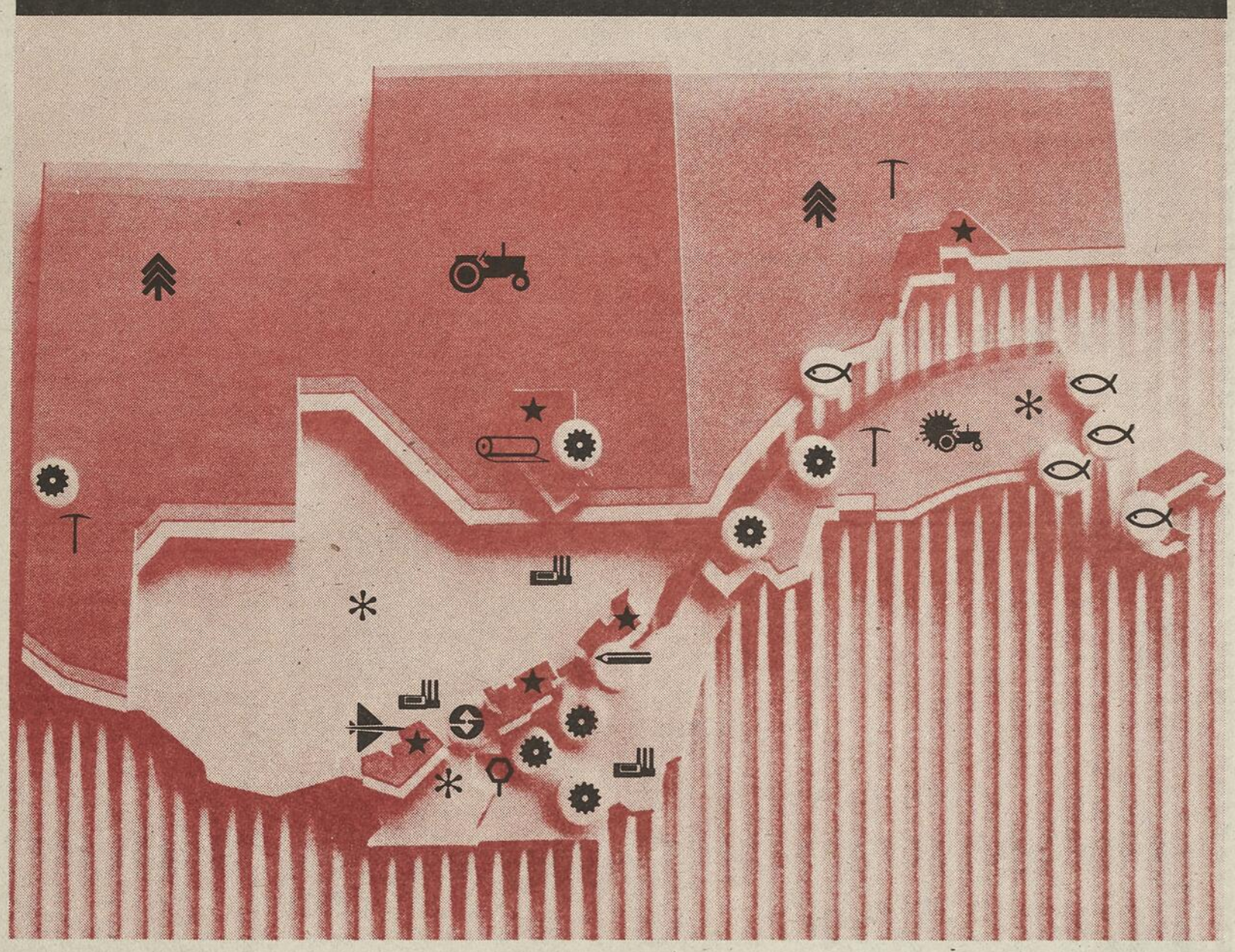
En effet, la Caisse populaire de Granby comptait 21,211 membres au 31 octobre 1976. De plus, nous devons ajouter les membres au niveau du Programme Epargne-Jeunesse: soit 2,151 pour les institutions primaires et 1,047 pour le secondaire.

La succursale de la Caisse, sise au 262 de la rue Desjardins, a atteint son "million" au cours de l'année sociale 1976, ayant au 31 octobre un actif de $1,740,516.00 avec 1,655 membres.

Au 31 octobre 1976, les 21,211 membres possédaient:

$1,607,125
en capital social,
$15,607,007
en épargne avec opérations
$23,048,495
en épargne à terme
$6,848,058
en épargne stable
$114,840
en épargne-jeunesse

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC



Entente auxiliaire sur les *infrastructures industrielles.* (MEER: $36 millions)

Entente auxiliaire sur l'*accès aux ressources forestières.* (MEER: $14.5 millions)

Entente auxiliaire sur les *axes routiers prioritaires.* (MEER: $80.5 millions)

Entente auxiliaire sur le financement du plan d'expansion de la société *SIDBEC.* (MEER: $30 millions)

Entente auxiliaire sur le *développement agricole.* (MEER: $24.9 millions)

Entente auxiliaire sur le *développement minéral.* (MEER: $17.1 millions)

Entente auxiliaire sur les *études industrielles.* (MEER: $1 million)

Entente auxiliaire *Donohue-Saint-Félicien.* (MEER: $30 millions)

Entente auxiliaire sur le *Parc Industriel et Commercial Aéroportuaire de Mirabel (PICA).* (MEER: $7.9 millions)

Le MEER accorde une *aide financière aux entreprises* de fabrication dans les régions désignées. (MEER: $240.5 millions)

Entente sur les *Zones Spéciales.* (MEER: $300 millions incluant des prêts de $117 millions)

Le programme *ARDA III* (aménagement rural et développement agricole). (MEER: $26.5 millions)

Fonds de développement économique rural *(FODER).* (MEER: $153.2 millions auxquels s'ajoutent $144.5 millions de d'autres ministères fédéraux.)

Le ministère de l'Expansion économique régionale (MEER) y a affecté depuis 1969 près d'un milliard de dollars afin de promouvoir entre autres l'expansion industrielle, l'essor du transport, le développement urbain, la mise en valeur des ressources et le tourisme.

Expansion Economique Régionale — Regional Economic Expansion

800 Place Victoria, Bureau 4328, C.P. 247, Montréal, Québec H4Z 1E8 (514) 283-4262

220 est, Grande Allée, Bureau 820, Québec, Qué. G1R 2J1 (418) 694-4826

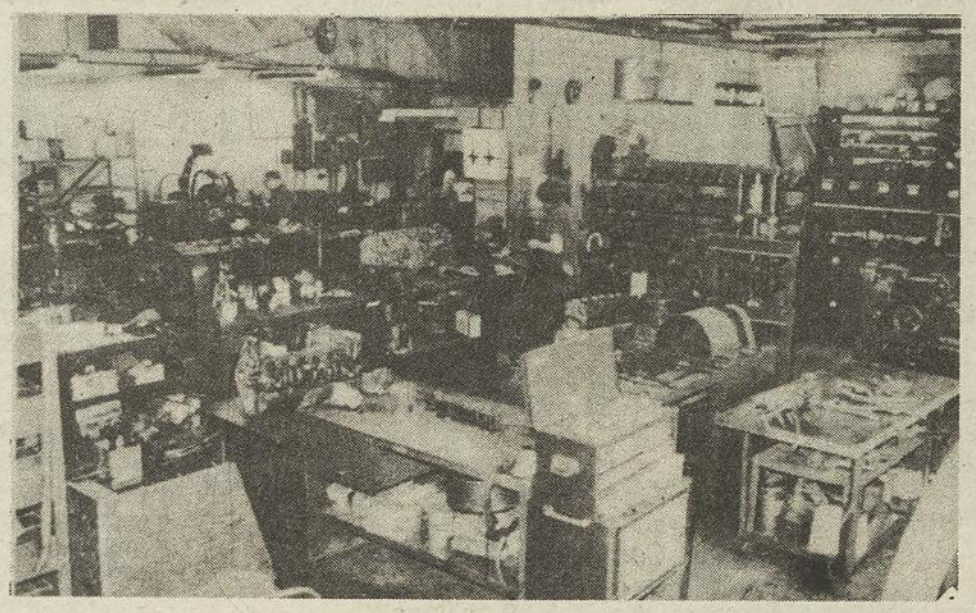
320 est, Saint-Germain, Bureau 401, Rimouski, Qué. G5L 1C2 (418) 723-9426

MARCEL LESSARD, ministre





En effet, chez GRANBY AUTO SUPPLY vous allez trouver une gamme complète des produits CILUX de CIL, les silencieux de fabrication canadienne WALKER, les bougies d'allumage, condensateurs, pointes, alternateurs et piles "presto-Lite", ainsi que les huiles à moteur Valvoline.



ATELIER MODERNE POUR REBÂTIR LES MOTEURS DE CAMIONS ET AUTOS DE TOUS GENRES. DES MÉCANICIENS EXPERTS SONT À VOTRE SERVICE

M. YVON PROVOST ET SON PERSONNEL VOUS DONNENT RENDEZ-VOUS CHEZ...

Granby Auto Supply ltd.

9, rue Chapleau St., Granby, Que., Tel. 378-4631

La Coopérative Agricole en quelques paragraphes

La Coopérative agricole de Granby a atteint, en 1976, le chiffre d'affaires de $287,000,000, soit une augmentation de 15 pour cent sur l'exercice précédent, en dépit des grèves dans trois de ses principales usines et des mesures restrictives du gouvernement fédéral.

La consommation canadienne de fromage a repris haleine et la Coopérative agricole de Granby a produit 65,000,000 de livres, soit 18 pour cent de plus qu'en 1975.

En juin dernier, à son usine de Bon Conseil, la Coopérative a mis en opération un nouvel évaporateur Weigand de création allemande qui permet d'utiliser jusqu'à trois fois moins d'énergie pour libérer six livres d'eau comparativement à deux livres et demie par livre de vapeur avec les anciens appareils. Maintenant, tout le traitement du sérum de lait (whey) s'effectue sur place à Bon Conseil. C'est une première étape pour en arriver è un maximum de rendement.

Dans les prochaines semaines, en collaboration avec la Coopérative Fédérée de Québec, une usine miniature pilote pour le traitement des eaux résiduaires, la première du genre pour l'industrie laitière en Amérique du Nord, sera érigée et mise en service sur le site de la fromagerie de Bon Conseil, l'usine de fromage la plus importante au monde. Si les expériences sont concluantes, d'ici quelques mois, l'industrie laitière pourra compter sur un moyen efficace et abordable du point de vue financier pour diminuer la pollution.

La Coopérative agricole de Granby, qui détenait la franchise d'exploitation de Yoplait pour l'Est du Canada, l'a obtenue pour la totalité du marché canadien. La Coopérative vient de compléter la mise sur pied d'un réseau de distribution à la grandeur du pays pouvant répondre efficacement aux exigences de la clientèle.

La CAG a franchi une étape importante en 1976 en élargissant sa filiale Québec-Lait Inc. par l'acquisition de l'usine de lait de consommation la plus moderne au Québec, J.J. Joubert Inc., propriété de Borden.

Le groupe Québec-Lait vient de réaliser un chiffre d'affaires de $52,000,000; il occupe 38 pour cent du secteur de la crème glacée et 27 pour cent du lait nature et peut répondre efficacement à une clientèle grandissante.

"Les politiques laitières devraient être planifiées en fonction des producteurs laitiers professionnels" affirme M. Raynald Giroux, directeur général de la Coop. Nous insistons également, dit-il, pour que cette politique future soit orientée vers la rationalisation ou la régularisation de la production. Il en résulterait de nombreux avantages financiers à toutes les étapes de la production et de la mise en marché ce qui, en plus d'améliorer le revenu des producteurs, fournirait au consommateur d'excellents produits frais au moment où il les désire.

Dans son rapport au conseil d'administration, M. Michel Lemire, président de la Coopérative agricole de Granby, a rappelé aux coopérants leur vraie vocation. "Un vrai coopérateur ne craint pas de s'identifier à l'entreprise qu'il a créée et se doit de ne pas oublier sa vocation de mutualité, de régulateur de prix et de défenseur de revenus. Remise en question, la coopération manifeste beaucoup de vitalité. Nous sommes tout près de 9,200 associés qui, à travers nos assemblées régionales, nos assemblées d'animateurs, nos assemblées de conseil et notre assemblée générale, nous exprimons librement, décidons de notre avenir et de la vocation de notre entreprise... Qu'on nous suggère une association économique plus démocratique que la nôtre!"

Des produits "champions"

Au cours de l'année 1976, encore une fois, la Coopérative agricole de Granby a été le récipiendaire des trophées les plus importants et les plus enviés, pour ses différents produits.

Mentionnons les principaux:

World's Natural Cheese Championship Contest (Wisconsin) Brick: trophée pour le plus haut pointage.

Ottawa Winter Fair, Cheddar: trophée de Horan-Lally pour la plus haute moyenne au classement.

Concours Provincial "Lys d'Or", Yoplait: le Lys d'Or pour le yogourt.

British Empire Dairy Show (Belleville): le Reserve Championship pour le fromage.

Canadian National Exhibition, Brick: Le Grand Championnat pour le plus haut pointage.

Royal Winter Fair, Cheddar: le Grand Championnat pour le plus haut pointage; Brick: le Grand Championnat pour le plus haut pointage.

VOS DISTRIBUTEURS se feront un plaisir de vous assister dans votre choix d'ameublement

AUTHIER FRÈRES
261, rue PRINCIPALE
GRANBY, P.Q.
372-3368

●

PAPETERIE LALIBERTÉ
209, rue PRINCIPALE
GRANBY, QUÉBEC
372-6263

●

PAPETERIE COWANSVILLE
151, rue PRINCIPALE
COWANSVILLE, QUÉBEC
263-3212

●

TÉTREAULT & FILS
132, rue PRINCIPALE
GRANBY, QUÉBEC
372-2261

●

PAPETERIE WATERLOO
5098, rue FOSTER
WATERLOO, QUÉBEC
539-2749

●

COWANSVILLE DACTYLO SERVICE INC.
113 ALBERT
COWANSVILLE
263-2748



decabois INC.
234, ST-URBAIN, GRANBY, P.Q., C.P. 385 J2G 8E5
TÉL.: GRANBY 378-7976 MONTRÉAL 861-4659

AMEUBLEMENTS DE BUREAU

$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$

BERNE(Reuter)— Les prix à la consommation en Suisse ont augmenté de 0.9 pour cent ces 12 derniers mois, a indiqué le gouvernement suisse.

Janvier est traditionnellement le mois où les sociétés, les magasins, les chemins de fer et les compagnies de transports publics augmentent leurs prix en Suisse.

Mais cette augmentation de 0.9 pour cent entre janvier 1976 et janvier 1977 est la plus faible enregistrée pour cette période depuis 1960. Elle illustre le faible taux d'inflation suisse.

Par rapport à 1966, l'indice des prix à la consommation accuse une augmentation de 67 pour cent.

•••

CABANO(PC)— Malgré des conditions difficiles du marché, la cartonnerie populaire de Cabano devrait s'avérer rentable dès la première année d'opération.

Selon le président de Papier Cascades Cabano Inc., M. Bernard Lemaire, le carnet de commandes de cette entreprise devrait être suffisamment garni pour permettre une première année d'opération sans encourir de pertes.

Dans le rapport qu'il doit soumettre le 20 février à l'assemblée des actionnaires, M. Lemaire rappelle que la commercialisation du carton ondulé constituait le dernier des trois objectifs visant à prouver qu'il s'agissait là d'une entreprise concurrentielle et rentable. Et ce défi a été relevé avec succès, dit-il.

Les deux autres objectifs, soit la construction de l'usine dans les délais fixés, c'est-à-dire le 31 octobre 1976, et la fabrication d'un produit de qualité, sont aussi réalisés, affirme M. Lemaire.

Il précise que les travaux de construction et d'installation de l'usine ont coûté $12.3 millions, soit $2 millions de plus que prévu.

Il déclare, d'autre part, que la qualité du produit fabriqué à Cabano "se compare avantageusement à celle des compétiteurs et que les clients s'en sont montrés très satisfaits".

QUEBEC(PC)— Les chances de voir se réaliser le projet de construction d'un tremplin de 70 mètres au mont Sainte-Anne semblent très minces.

C'est du moins ce qui ressort des propos tenus par un haut fonctionnaire du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, au cours d'un entretien avec un journaliste d'un quotidien québécois.

Le dossier de ce projet devait être soumis au conseil des ministres, mercredi dernier, mais ce n'est vraisemblablement qu'aujourd'hui que la décision définitive du gouvernement sera rendue publique, au cours d'une conférence de presse.

Selon le haut fonctionnaire, la construction d'un tremplin de 70 mètres au mont Sainte-Anne est considérée au ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche comme un problème de même nature que les installations olympiques de Montréal.

Ce tremplin, dont le coût est évalué à environ $1 million, est devenu nécessaire depuis que la ville de Québec s'est vu octroyer par la Fédération internationale de ski FIS la présentation des championnats juniors mondiaux de ski nordique pour 1979.

•••

MONTREAL (PC) — La Banque Royale du Canada a annoncé qu'elle avait diminué d'un demi pour cent ses taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires.

Le nouveau taux d'une hypothèque garantie par la loi nationale sur l'habitation est de 10 pour cent; il est de 10¼ pour cent pour une hypothèque ordinaire.

•••

TORONTO (PC) — Les membres du Syndicat canadien de la fonction publique ont perdu au moins $23 millions au cours des 15 derniers mois à la suite des réductions de hausses salariales décrétées par la Commission de lutte contre l'inflation, estime Mme Grace Hartman, présidente du SCFP.

Quelque 210,000 employés d'administrations municipales, d'hôpitaux, de commissions scolaires et de services publics font partie du syndicat.

Mme Hartman a ajouté que ces réductions ont pénalisé les syndiqués sans qu'il en soit résulté toutefois des réductions de tarifs de la part des municipalités, des commissions scolaires et des gouvernements provinciaux.

La commission anti-inflation est l'une des causes de l'état lamentable de l'économie, a-t-elle affirmé, car elle réduit le pouvoir d'achat des syndiqués.

Mme Hartman a indiqué, d'autre part, que les employés du secteur public n'entendent pas voir leurs salaires rester sous le coup des directives anti-inflation une fois que celles-ci auront été levées pour ce qui est des prix et revenus du secteur privé.

•••

ROME (AFP) — Le coût de la vie en Italie a augmenté de 16.8 pour cent en 1976 par rapport à l'année 1975, indique l'Institut national des statistiques ISTAT.

D'autre part, le coût de la vie a augmenté de 1.3 pour cent au cours du mois de décembre dernier, indique-t-on de même source. Ce chiffre est inférieur aux pourcentages des mois de novembre 2,2 pour cent et octobre 2,9 pour cent.

•••

WASHINGTON (AFP) — La production industrielle des six principales économies occidentales à l'exception des Etats-Unis a substantiellement augmenté en novembre dernier, a annoncé le département américain du Commerce.

L'indice composé de cette production (base 100 en 1970) s'est établi à 119.6 au lieu de 118.3 en octobre. La progression a été due à l'Italie hausse de 3.2 pour cent,

(Suite à la page 17)

Hommages aux industriels et hommes d'affaires de la région

Esmond

THE ESMOND MILLS LIMITED
GRANBY, QUÉBEC

FABRIQUONS:
Couvertures de lits
Descentes de lits
Nappes



LA COMPAGNIE

MINER

LTÉE

Maison fondée en 1909

PRODUITS :

CHAUSSURES EN CAOUTCHOUC

VÊTEMENTS DE TRAVAIL IMPERMÉABLES

MBM - MEMBRANE DE BUTYLE MINER
(membrane de couverture et solin)

RUBAN POUR CÂBLE ÉLECTRIQUE

ENDUITS IMPERMÉABLES POUR TISSUS

$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$

(Suite de la page 16)

au Japon 2.5 pour cent, à la France 2.4 pour cent et au Canada 0.7 pour cent. En revanche, la production a diminué en Allemagne et en Grande-Bretagne.

●●●

PARIS(Reuter)— La Suisse a enregistré, l'an dernier, le plus faible taux d'inflation — et l'Islande le taux record — dans le monde industrialisé, si l'on en croit des statistiques publiées lundi par l'Organisation de coopération et de développement économiques OCDE.

Les prix helvétiques à la consommation ont augmenté de 1.9 pour cent, contre 3.9 pour cent pour la RFA et 4.8 pour cent pour les Etats-Unis.

En Islande, l'inflation a atteint 31.4 pour cent, plus qu'au Portugal 26.8 pour cent et qu'en Italie 21.3 pour cent.

Voici la liste des augmentations de prix à la consommation chiffres donnés pour le mois de décembre et moyenne annuelle: Canada 0.3 et 5.8, Etats-Unis 0.3 et 4.7, Japon 1.1 et 10.4, France 0.3 et 9.9, RFA 0.5 et 3.9, Italie pas de statistiques pour décembre 21.3, G.-B. 1.3 et 15.1, Autriche 0.5 et 7.2, Belgique 0.5 et 7.6, Danemark 0.3 et 13.1, Finlande 0.3 et 12.3, Grèce pas de statistiques pour décembre 11.4, Islande 2.2 dernier trimestre et 31.4, Irlande 1.4 et 20.6, Luxembourg 0.7 et 8.5, Hollande 0.8 et 8.3, Norvège 0.3 et 8.0, Portugal 4.9 et 26.8, Espagne 1.0 et 19.8, Suède 0.5 et 9.8, Suisse 0.2 et 1.9, Turquie pas de statistiques pour décembre 17.4, Australie 3.8 et 13.9.

●●●

DETROIT (AFP) — Ford Motors a décidé de pratiquer des réductions de prix allant jusqu'à $50 sur ses petites voitures, dans l'espoir d'encourager les ventes de ces modèles qui ne rencontrent pas le succès escompté.

Ford suit ainsi l'exemple de General Motors et American Motors qui pratiquent des rabais — beaucoup plus importants — depuis novembre de l'an dernier.

Ford va augmenter par ailleurs de $98 les prix des gros moteurs à huit cylindres qui sont offerts en option sur quelques-uns de ses modèles afin d'inciter les acheteurs à garder les moteurs standard qui sont plus petits et consomment moins d'essence.

●●●

QUEBEC (PC) — La compagnie des Ciments du Saint-Laurent a annoncé qu'elle venait de faire l'acquisition de tous les actifs de la cimenterie de Hudson, New York, de la société Universal Atlas Cement, une division de la United States Steel Corporation.

Le montant de la transaction s'élève à $8.2 millions comprenant un déboursé initial de $2.5 millions et un solde de $5.7 millions payable en dix ans.

Dans un communiqué publié à Québec, le président des Ciments du Saint-Laurent, M. Jacques J. Giasson, a déclaré que cette acquisition permettrait à l'entreprise de disposer de son surplus de production provenant de l'usine de Joliette récemment acquise de la famille Miron.

La compagnie a déjà commencé d'exporter vers le marché américain au mois de décembre et anticipe des exportations de 400,000 à 500,000 tonnes de ciment pour l'année en cours.

Par ailleurs, lorsque les marchés au Québec et aux Etats-Unis s'amélioreront, la compagnie des Ciments du Saint-Laurent, par l'entremise de sa filiale américaine Independant Cement Corporation, investira dans le but d'intégrer et de moderniser l'usine de Hudson.

●●●

SAULT STE-MARIE (PC) — La compagnie Algoma Steel a révélé que malgré une hausse de sa production d'acier et de matière première, ses profits ont baissé à $23,724,000, soit $1.69 l'action, en 1976, comparativement à des profits de $37,457,000, ou $3.21 l'action, en 1975.

La compagnie affirme que cette baisse est due à des problèmes d'équipement à ses aciéries et au coût élevé de la main-d'oeuvre, ainsi qu'aux approvisionnements.

●●●

TORONTO (PC) — Selon Sir John Johnston, l'avenir économique de la Grande-Bretagne n'est pas aussi sombre que certains l'ont dit.

Le haut commissaire de la Grande-Bretagne au Canada a souligné que la production de pétrole dans la mer du Nord allait servir de base à l'économie britannique, en remplacement des investissements étrangers qui ont fui depuis la Seconde Guerre mondiale.

Sir John a prédit que le pétrole allait ajouter un bénéfice net d'environ $6 milliards à la balance des paiements avant la fin de l'année, pour atteindre $16 milliards en 1980.

"Il semble maintenant plus que probable, a-t-il ajouté, que nous allons parvenir à une complète autosuffisance en 1979 plutôt qu'en 1980".

Sir John a rappelé que l'économie britannique avait subi de durs coups au cours des dernières années, mais qu'elle pouvait toujours accepter un défi.

●●●

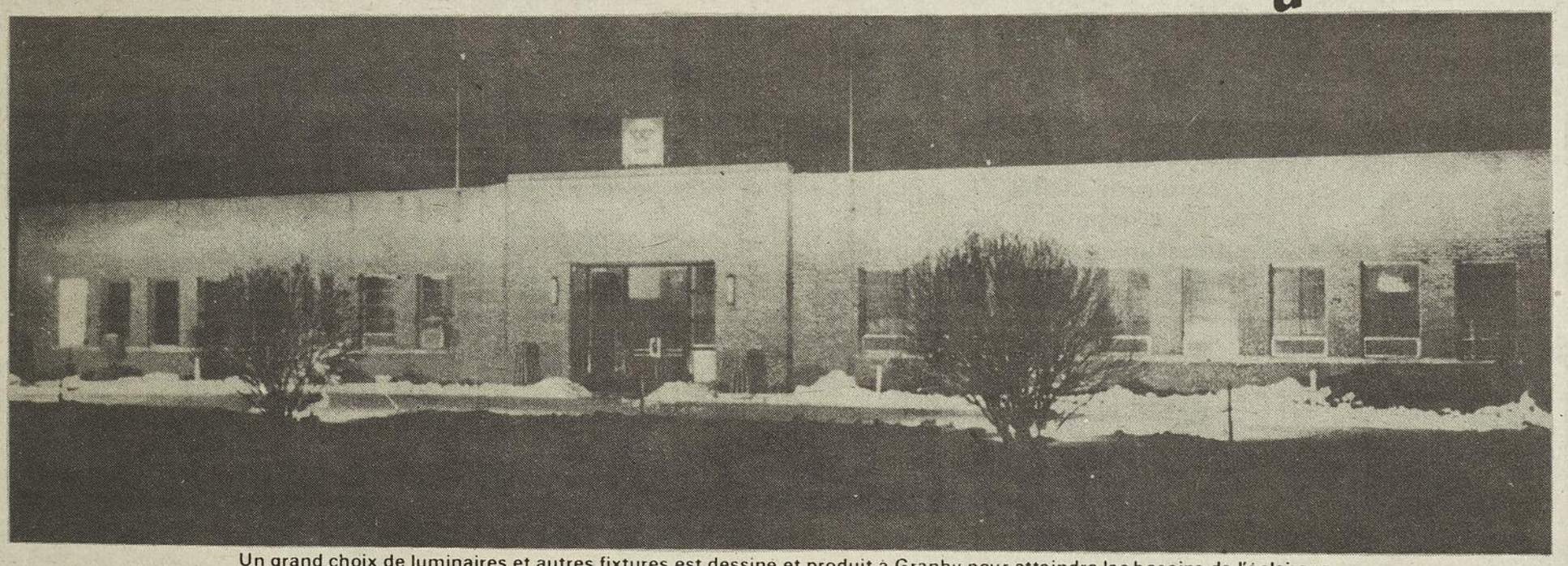
TORONTO (PC) — La Banque Canadienne-Impériale de Commerce a révélé que son écoindicateur n'a pas grimpé de beaucoup durant les six derniers mois, mais que cela ne signifie pas que le Canada se dirige vers une recession.

L'écoindicateur démontre en effet une hausse marginale pour le dernier trimestre de 1976. Les économistes de cette banque précisent toutefois que l'écoindicateur, même s'il n'a pas augmenté de beaucoup, "n'a pas décliné non plus".

"Les performances de cet indice ne doivent donc pas être considérées comme l'annonce d'une fin prématurée de la reprise économique actuelle".

(Suite à la page 18)

Westinghouse Canada Limitée à Granby



Un grand choix de luminaires et autres fixtures est dessine et produit à Granby pour atteindre les besoins de l'éclairage commercial et industriel à travers le pays.

- EQUIPEMENT POUR L'ECLAIRAGE INDUSTRIEL — pour rencontrer les besoins de manufactures et edifices
- SYSTEMES D'ECLAIRAGE — pour chemins de fer voie fluviale
- BALLAST - POUR LAMPES de décharge de haute intensité.
- L'ECLAIRAGE D'AEROPORTS — pistes d'envol et d'atterrissage, systeme d'indication pour pilotes
- PROJECTEURS — pour plusieurs applications incluant terrains de stationnement, sports, aussi arenas
- ÉCLAIRAGE PUBLIC — les luminaires bien conçus aux lignes simples et modernes donnant un éclairage uniforme et efficace pouvant utiliser des lampes à décharge de haute intensité.

WESTINGHOUSE CANADA LIMITÉE

DIVISION DE L'ÉCLAIRAGE EXTÉRIEURE, GRANBY, QUÉ.

$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$$

(Suite de la page 17)

Malgré tout, l'écoindicateur suggère que la reprise économique continuera d'être lente et "qu'il semble maintenant que, sans un appui politique, il sera difficile d'obtenir une croissance de quatre pour cent du produit national brut en 1977".

Selon la banque, l'avenir de notre économie est mis en danger par une piètre productivité, des taxes élevées et le programme fédéral de contrôle des prix et des salaires.

●●●

BRUXELLES (AFP) — La commission du Marché commun a imposé une taxe exceptionnelle antidumping de 20 pour cent pour une durée maximum de trois mois sur les importations de roulements à billes japonais. Le taux normal des droits de douane communautaires est de 9 pour cent.

Cette mesure est la conclusion d'une enquête commencée le 13 novembre 1976, sur la plainte de producteurs européens de roulements à billes. Cette enquête a montré que le dumping varie de transaction à transaction et qu'il dépasse dans certains cas 30 pour cent.

A la suite de ces pratiques, les exportations japonaises de roulements à billes vers la CEE sont passées de 5,500 tonnes en 1968 à 15,600 tonnes en 1974 et à 19,000 tonnes en 1975. Cette tendance s'est poursuivie en 1976, a déclaré la commission de la CEE.

Les conséquences ont été graves sur la production européenne de roulements à billes qui a baissé de 10 pour cent, provoquant du chômage.

●●●

NEW DELHI(Reuter)— Le Vietnam serait désireux d'accueillir des investissements étrangers et accorderait aux compagnies étrangères des garanties leur assurant de pouvoir opérer dans le pays pour des périodes de 10 à 15 ans, a déclaré M. Phan Hien, vice-ministre vietnamien des Affaires étrangères.

Il a précisé au cours d'une conférence de presse, à la fin d'une visite en Inde, que si le gouvernement estimait nécessaire de nationaliser toute compagnie étrangère, il verserait des compensations "justes et raisonnables".

Il a précisé que le Vietnam souhaiterait bénéficier de la coopération de l'étranger dans les secteurs de l'industrie de transformation, de la construction, des appareils électro-ménagers et du textile.

Le Vietnam, a-t-il expliqué, dispose de la main-d'oeuvre mais il a besoin d'un transfert de technologie.

●●●

VANCOUVER (PC) — Le ministre fédéral des Affaires urbaines, M. André Ouellet, a demandé que l'on élargisse les programmes d'habitation garantis afin d'y incorporer le logement à loyer, les coopératives et les condominiums ainsi que les habitations séparées.

S'adressant aux membres de l'Association canadienne du développement urbain et de l'habitation réunis en congrès, M. Ouellet a révélé qu'il s'entretiendrait prochainement avec les autorités provinciales afin d'examiner l'élargissement des programmes garantis.

Il s'est dit heureux que toutes les provinces aient à présent des programmes garantis destinés aux nouveaux logements. Les garanties couvrent le défaut de conformité aux codes du bâtiment fédéral et provinciaux. La garantie contre les vices de construction est ordinairement de cinq ans.

Le ministre a fait savoir que les garanties devaient s'appliquer à tout logement bâti en vertu de la loi nationale relative à l'aide à l'habitation.

M. Ouellet a lancé un appel à l'industrie de la construction, afin qu'elle bâtisse un plus grand nombre de logements destinés aux personnes à revenu moyen, et qu'elle maintienne une haute qualité de construction.

●●●

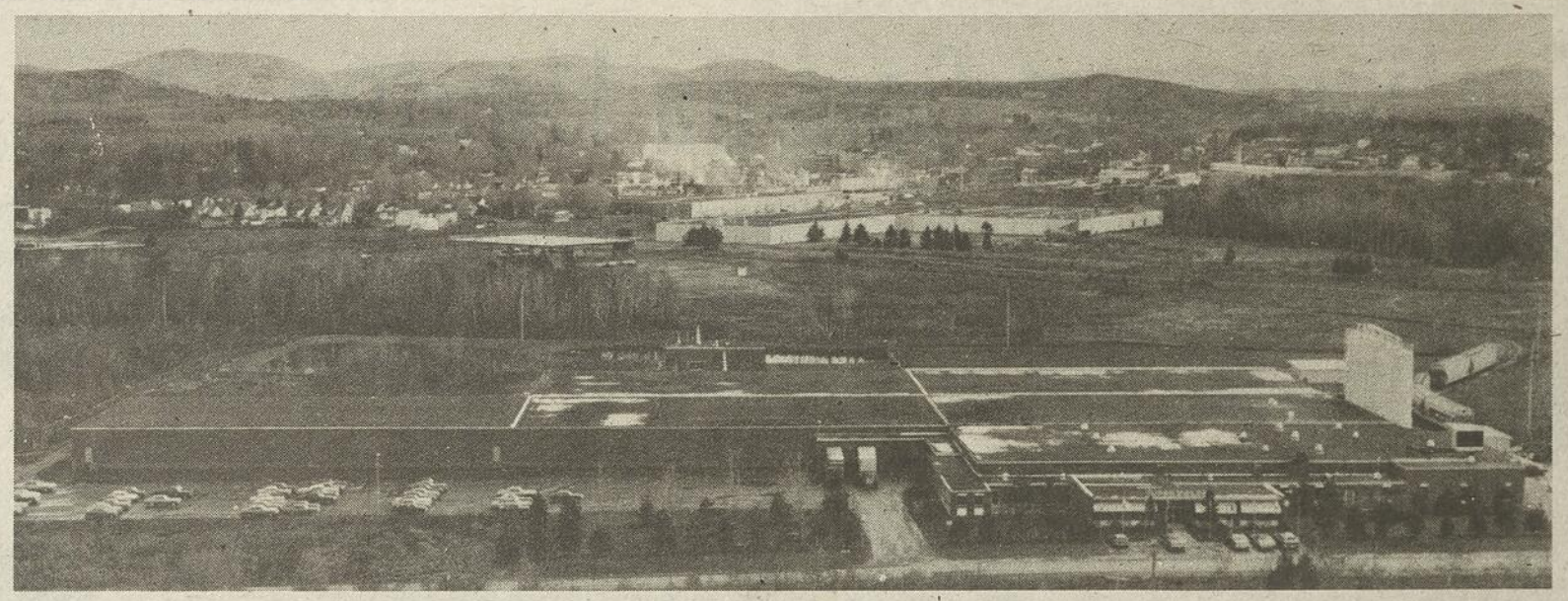
DETROIT (AP) — La General Motors a annoncé qu'elle avait réalisé en 1976 un bénéfice net d'un montant record dans son histoire: $2.9 milliards, soit plus du double de ce qui avait été enregistré en 1975.

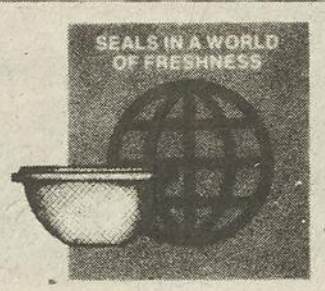
Le chiffre d'affaires de la plus grande société de construction automobile du monde s'est élevé en 1976 à $47.2 milliards, ce qui constitue un nouveau record supérieur de 32 pour cent à la dernière meilleure année, 1973, quand les ventes s'étaient élevées à $35.8 milliards. En 1975, le chiffre d'affaires était de $35.7 milliards.

Le cadeau toutes-saisons...



le don de vie.
Donnez du sang à la Croix-Rouge

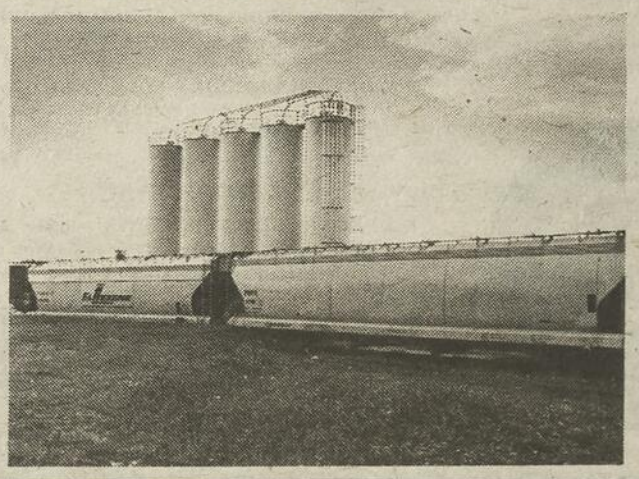




TUPPERWARE

HOME PARTIES
COWANSVILLE, QUEBEC





Le chiffre d'affaires de la Coopérative agricole de Granby atteint $287 millions

En dépit des mesures restrictives du gouvernement fédéral et des grèves qui ont eu pour effet de ralentir la performance de ses usines, en 1976, la Coopérative agricole de Granby accuse, sur l'exercice précédent, une augmentation de 15 pour cent qui est attribuable principalement à une augmentation du volume de beurre et de fromage.

Le directeur général, M. Raynald Giroux, durant ce premier exercice, a dû faire face à du harcèlement de la part des ouvriers, suite à la grève dans trois des plus importantes usines de la Coopérative et proposer un règlement à la fois acceptable par la main-d'oeuvre et recevable par la Commission de lutte contre l'inflation.

Au chapitre du fromage, la consommation canadienne, qui avait connu une diminution de 4 pour cent, en 1975, a repris haleine et la production a connu une augmentation de 18 pour cent pour atteindre 65,000,000 de livres.

D'un océan à l'autre

La Coopérative, qui détenait la franchise d'exploitation de Yoplait pour l'Est du Canada, l'a obtenue pour la totalité du marché canadien.

La Coopérative vient de compléter la mise sur pied d'un réseau de distribution à la grandeur du pays pouvant répondre efficacement aux exigences de la clientèle.

Une étape importante

La CAG, fidèle à sa vocation première de la transformation du lait, a franchi une étape importante en élargissant sa filiale Québec-Lait Inc. par l'acquisition de J.J. Joubert Inc., propriété de Borden, au Québec.

Complétée en 1969, l'usine de lait de consommation J.J. Joubert, la plus moderne au Québec, s'avère un outil magnifique pour répondre à tous les besoins de Québec-Lait.

En 1976, le groupe Québec-Lait a réalisé un chiffre d'affaires de $52,000,000 et occupe maintenant, au Québec, environ 38 pour cent du secteur de la crème glacée et 27 pour cent de celui du lait nature.

En posant ce geste, les 9,189 sociétaires de la Coopérative agricole de Granby réaffirment la volonté du secteur coopératif agricole d'être réellement maître de son économie.

Durant la prochaine décennie, la croissance de la population exigera une production plus grande de produits frais et il est normal que la Coopérative veille à conserver et à faire fructifier le patrimoine qu'elle a si bien défendu depuis plus de 38 ans.

L'énergie et la pollution au premier rang des préoccupations de la COOP

Bon Conseil, l'usine de fromage la plus importante au monde a été le terrain des activités intéressantes en ce qui a trait à la conservation de l'énergie et la protection de l'environnement. Depuis quelques mois, la Coopérative agricole de Granby a mis en opération un nouvel évaporateur Weigand de création allemande.

Cet appareil permet d'utiliser deux et demi à trois fois moins d'énergie que les autres appareils autrefois en usage. C'est une première étape pour en arriver à un maximum de rendement. Depuis juin dernier, l'évaporateur Weigand pour l'opération de séchage du lait libère six livres d'eau par livre de vapeur.

Auparavant, le maximum obtenu était de deux livres et demie et le vieil appareil en usage ne suffisait pas à la tâche, un volume de lait important devant être transporté à une autre usine. Maintenant, tout le traitement du sérum de lait en poudre (whey) s'effectue sur place, à Bon Conseil.

Ce nouvel évaporateur permet non seulement une économie importante d'énergie, mais fournit également un rendement accru. Cette réalisation amorce non seulement un mouvement de conservation de l'énergie, mais aussi de protection de l'environnement.

Des études sont en cours afin de trouver une façon rentable de corriger certains systèmes en usage et de prévoir pour les usines futures des outillages qui feront école.

Dans les prochaines semaines, en collaboration avec la Coopérative Fédérée de Québec, une usine miniature pilote pour le traitement des eaux usées sera érigée et mise en service sur le site de la fromagerie de Bon Conseil.

Il s'agit d'un "BIO-REACTEUR A PUITS PROFONDS ICI", le premier à être installé pour l'industrie laitière au Canada, et le 4e seulement du genre en Amérique du Nord. Ce procédé de traitement des déchets liquides a été mis au point en Angleterre, il y a près de 4 ans.

Un équipement de forage semblable à celui utilisé pour forer les puits de pétrole sert à creuser un puits dont la profondeur peut varier de 300 à 700 pieds selon la charge biologique. Le diamètre varie selon le débit d'eaux rejetées.

La pression atmosphérique, alliée à la pression considérable de la colonne d'eau, augmente la solubilité de l'oxygène. Cette opération, combinée à l'action de l'ensemencement bactérien initial, développe une flore microbienne essentielle à la stabilisation de la matière organique contenue dans les eaux usées.

Le système présente des avantages certains sur le bassin à ciel ouvert pour plusieurs raisons importantes: il nécessite des coûts d'installation et des frais d'exploitation nettement inférieurs aux systèmes conventionnels, favorise une économie importante de terrain (donc, accessible à l'industrie laitière en général), favorise surtout une économie importante d'énergie variant de 25 à 50 pour cent. Son opération est indépendante de la température ambiante.

La firme d'ingénieurs Vézina, Fortier et Associés, spécialisée en traitement d'eaux usées, mise beaucoup sur ce prototype.

Ce système répond déjà efficacement aux besoins d'une brasserie en Ontario. Il est connu que les brasseries rencontrent des problèmes en tous points semblables à ceux de l'industrie laitière.

Après quelques mois de simulation, la Coopérative agricole de Granby espère des résultats si concluants que l'industrie laitière aura enfin acquis un atout important pour pallier économiquement et efficacement au problème de la pollution.



Les Américains ont dépensé plus pour leur auto que pour leur mobilier

Par John CUNNIFF

NEW YORK (AP) — L'an dernier, les Américains ont dépensé plus pour leur voiture et des pièces de rechange que pour leur mobilier et leurs appareils ménagers. Si l'on prend également en considération le coût de l'essence, ils ont dépensé davantage pour leur voiture que pour leurs vêtements et chaussures.

Les Américains aiment les voitures, et ils en ont acheté plus de 10 millions au cours de l'année 1976. En fin d'année, les ventes avaient dépassé les prévisions. Certains pensent que l'année 1977 sera encore meilleure.

Lorsqu'il y a un an, M. Thomas Murphy, président de la General Motors, annonçait une augmentation de la production, bien peu le crurent, tant la situation était mauvaise. Mais il avait raison. Aujourd'hui, on a des raisons de le croire lorsqu'il promet que l'année 1977 sera encore plus favorable à l'industrie de l'automobile, avec un total de ventes pouvant atteindre 11.25 millions de véhicules, soit un million de plus qu'en 1976.

Une société d'études estime que les Américains ont dépensé en 1976 pour $55.4 milliards en voitures et pièces de rechange, et que ce chiffre pourrait atteindre $58.4 milliards cette année et $60.6 milliards en 1978.

En 1976, à titre de comparaison, ils ont dépensé $51.8 milliards en mobilier et appareils ménagers et 63.7 milliards en vêtements et en chaussures.

Ce qui tend à prouver que, tout comme un char, l'automobile franchit la plupart des obstacles: son prix d'achat et le coût de l'essence en hausse, les taux d'intérêt élevés, les restrictions dictées par la protection de l'environnement, les limitations de vitesse, l'augmentation des primes d'assurance, et les vols.

Le pouvoir de l'automobile faiblira-t-il un jour en Amérique? Si oui, on en observe à peine la preuve. Pourtant:

— Les Américains continuent à acheter de grandes voitures malgré le problème très réel et présent de l'insuffisance des réserves de carburant et les prix en hausse. Bien que le rendement de l'essence ait été amélioré, les grandes voitures continuent à en consommer plus que les petites.

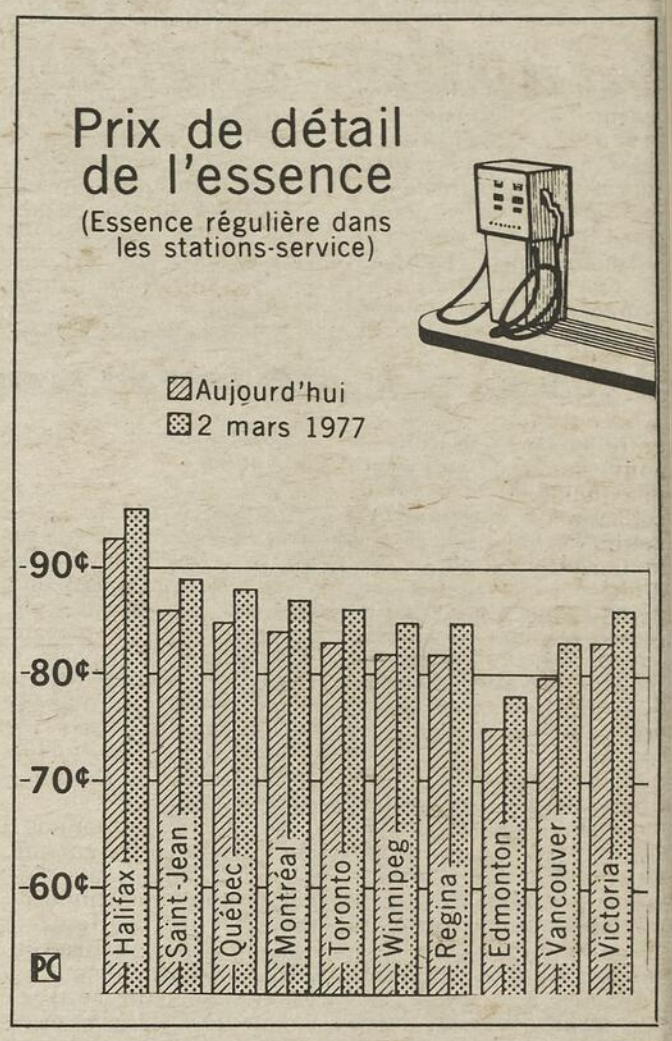
— Les Américains achètent pour la plupart leur voiture à crédit. Les banquiers affirment que le montant total du crédit automobile est relativement raisonnable — quelque $60 milliards — mais qu'il est clair que certaines familles se privent énormément pour payer les traites.

Le crédit peut atteindre 48 mois et même davantage, ce qui diminue bien entendu le montant des versements mensuels mais ce qui augmente celui des intérêts.

La question que se posent les ménages utilisant le crédit à long terme est la suivante: la voiture durera-t-elle aussi longtemps que la facture, ou bien devra-t-on la changer contre un modèle plus récent avant que la facture n'ait été intégralement payée?

Tandis que les trois grandes sociétés — General Motors, Ford et Chrysler — ont accru leurs ventes en 1976, American Motors a accusé une chute considérable, tant en ce qui concerne sa production qu'au plan de sa stabilité financière. En 1975, elle avait vendu plus de 322,000 véhicules, et en 1976 ses ventes tombèrent à moins de 248,000 unités. Tandis que les trois grandes sociétés paraissaient ne pas être affectées par les ventes de voitures d'importation, celles-ci ont eu un impact direct sur American Motors.

Bien qu'il soit trop tôt pour se prononcer sur le destin de cette société, si celle-ci venait à disparaître cela ne serait aucunement favorable aux "trois grandes". L'accroissement des ventes serait presque insignifiant, mais les accusations de concentration oligarchique qui s'ensuivraient leur nuiraient au plus haut point. Cependant, étant donné la reprise qui s'affirme dans l'industrie automobile, il ne serait pas totalement surprenant qu'American Motors renaisse de ses cendres.



142 ANNÉES DE SERVICE

La Compagnie d'Assurance Missisquoi & Rouville

SIÈGE SOCIAL: FRELIGHSBURG, QUÉ.

LA PLUS ANCIENNE COMPAGNIE D'ASSURANCE CONTRÔLÉE PAR DES CANADIENS

TÉL.: 298-5251

INCENDIE AUTOMOBILE RISQUES DIVERS

Le maire Trépanier parle de la situation économique de Granby

Le budget de l'année 1977 reflète des espoirs, une action politique et communautaire et, aussi, hélas, des déceptions.

Il convient, en premier lieu, de nous situer dans le contexte politique global au Canada et au Québec.

Les relations fiscales entre les trois ordres de gouvernements, fédéral, provincial et municipal connaissent une transformation profonde. Depuis la dernière guerre mondiale, les priorités ont passé du niveau fiscal au niveau municipal.

On n'a qu'à référer au document "les marionnettes du système fiscal canadien" pour constater à quel point les municipalités sont écrasées par les charges administratives, sans que les deux partenaires, fédéral et provincial, ne leur accordent un accès normal à des revenus adéquats.

La taxe foncière est régressive et elle ne permet plus aux municipalités de faire face à leurs obligations.

A partir de son fameux pouvoir de dépenser, Ottawa garde jalousement ses prérogatives et son initiative à envahir des champs d'action qui relèvent des provinces et qui sont sans limite.

En 1976, l'assurance-chômage a coûté plus de 4 milliards de dollars, les allocations familiales, 2 milliards, la pension des personnes âgées, 4 milliards, la péréquation, 2 milliards, etc.

Ottawa choisit les programmes et les provinces suivent et paient.

Les municipalités sont laissées pour compte sans que les problèmes locaux soient inclus dans les études.

Le Parti québécois a un excellent programme à l'intention des municipalités. J'y souscris entièrement.

Les articles suivants sont indicatifs de la volonté de ce parti:

1 - Rendre l'impôt foncier plus équitable et, en particulier, faire payer leur quote-part aux entreprises commerciales et industrielles;

2 - Faire assumer par Québec la charge de l'évaluation foncière: c'est une urgence;

3 - Accélérer et compléter l'élimination de l'impôt foncier pour fins scolaires, et ce, dans un délai de quelques années (mais pas nécessairement durant le premier mandat du PQ);

4 - Rendre statutaires et indexer les subventions gouvernementales - leur indexation étant urgente;

5 - Augmenter de deux à trois p. cent leur part de la taxe de vente (environ $200 millions de plus par année), mais seulement lorsque les fonds seront disponibles - et peut-être pas durant le premier mandat du PQ;

6 - Créer un Office du prêt municipal qui empruntera au nom des municipalités qui le désirent, garantira ces emprunts et accordera des taux d'intérêts privilégiés;

7 - Créer des municipalités régionales; réduire graduellement le nombre des municipalités locales de façon à avoir "un nombre restreint de municipalités bien équipées.

Les capitales régionales exerceront les compétences suivantes:

1) la planification et l'aménagement du territoire;

2) la promotion économique et les fonds industriels;

3) la voirie régionale;

4) l'habitation (incluant la relocalisation);

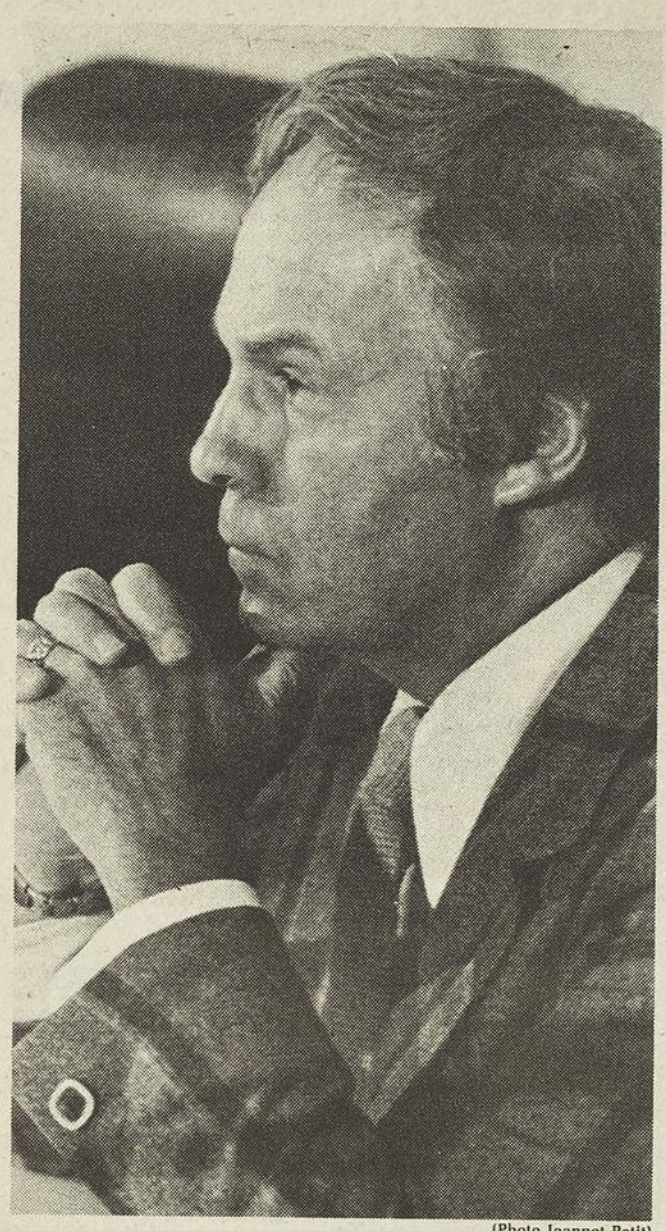
5) l'environnement, l'approvisionnement en eau potable et l'épuration des eaux usées;

6) le transport en commun;

7) l'administration des services et équipements communautaires dans les domaines que leur confieront des municipalités locales;

8) la promotion et l'aménagement touristiques;

(Suite à la page 22)



(Photo Jeannot Petit)

M. PAUL-O. TRÉPANIER
Maire de Granby

DEMANDEZ LE BON PAIN

GailuRon

Vous le trouverez dans toutes les épiceries et de votre livreur de porte à porte

CHOIX DE 27 DIFFÉRENTES SORTES DE PAIN

Pains à "Hot Dog" et "Hamburg" en emballage de 6 ou 12

La première tranche est une révélation; la deuxième, une confirmation. Un pain comme celui-là, ça mérite les honneurs de la table à tous les repas (et même entre). Essayez-le! Il n'en faut pas plus pour qu'il se gagne un ami de plus.

GailuRon

LE BON PAIN DE CHEZ NOUS QU'ON DÉGUSTE AVEC JOIE

Le pain et les délicieux produits GaiLuRon sont vendus et fabriqués par

LA BOULANGERIE RACINE LTÉE

Votre boulanger depuis 1911

209, rue York Granby 372-3383

LE PLUS IMPORTANT VENDEUR INDUSTRIEL DANS LA RÉGION



MF
Massey Ferguson

Force de 6,500 lb, moteur à essence de 63 forces ou diesel de 61 forces, Mâts de 10', 14, 21.5, et 32 pieds, Chariots de fourches 48" ou 60".

ELEVATEUR À FOURCHE MF 6500

- VENTE
- LOCATION
- ENTRETIEN

Bélier mécanique, tracto-chargeur, rétro-excavateur, élévateur à fourche, boyaux hydrauliques de toutes sortes.

R. VIENS ÉQUIPEMENT Inc.

OÙ LE SERVICE PASSE AVANT TOUT

Département de pièces et service ouvert tous les soirs jusqu'à 9 heures

822, PRINCIPALE GRANBY 378-9891

Le maire Trépanier parle...

(Suite de la page 21)

9) l'administration des corps policiers régionaux;

10) l'administration des pêches commerciales."

Qu'advient-il de cette théorie depuis le quinze partout au Québec, quémander des subventions, distribuées jusqu'ici à la discrétion du titulaire des Affaires municipales.

Le ministre a déclaré que le temps de jouer au Père Noël aux Affaires municipales est fini.

Voilà donc le contexte politique dans lequel nous devons opérer et, à Granby, tirer notre épingle du jeu.

Il y a donc un problème fondamental d'absence de cohésion et de logique administrative.

Chacun établit ses paramètres et prend une décision d'accommodement.

Votre conseil municipal administre la municipalité à l'aire de comparaison avec les autres villes. Nous croyons peu logique d'essayer d'inventer le monde à tout moment.

En toute chose, nous partons donc du connu.

Fidèle à ce comportement, nous avons d'abord identifié sept autres villes comparables et nous avons étudié en détail chacun de leur budget. Je reviendrai sur les détails à l'occasion de mon discours du 9 janvier, devant les membres de l'Amicale des anciens élèves des frères du Sacré-Coeur.

Si l'on ramène le taux effectif sur une évaluation à 100%, les taux de taxes foncières et scolaires, en 1976, s'établissaient comme suit:

Drummondville	$1.77
Granby	2.14
Joliette	1.63
Sorel	1.72
St-Hyacinthe	2.66
St-Jean	2.48
St-Jérôme	3.36
Valleyfield	2.10
Moyenne:	$2.23

Avec Granby, la plupart de ces villes se situent au bas de l'échelle du tableau des revenus annuels per capita au Canada.

Ce tableau démontre clairement que Granby n'est pas la ville la plus taxée. Notre taxe foncière est plus basse que celles des trois villes les plus comparables, St-Jérôme, St-Jean et St-Hyacinthe.

Nous avons décidé d'établir le taux de taxe à $2.23, soit la moyenne, pour l'année 1976, des huit villes comparables.

Dans les faits, le taux des taxes foncières sera augmenté de $0.09, soit $0.07 obligatoire pour la taxe foncière spéciale pour le service de la dette, et $0.02 pour la taxe foncière générale.

Il est évident que nous allons récupérer la taxe foncière de $0.05 évacuée par la Commission scolaire, équivalant à $95,000.

Il y aura donc une augmentation des revenus équivalant à $0.02 du cent dollars d'évaluation. Le montant additionnel est de $38,000.

L'augmentation de la rémunération de nos employés, en 1977, est de $300,000. environ.

Pour la préparation de ce budget balancé, il a fallu procéder à des coupes radicales des dépenses.

Nos revenus anticipés, incluant le surplus de l'année 1976, au montant de $385,000., sont de $11,316,496. et les dépenses sont estimées à $11,315,550., soit un surplus prévu de $946.

Le taux de la taxe foncière générale et spéciale sera de $2.09 du $100.00 d'évaluation.

Etant donné l'augmentation du coût de l'enlèvement des vidanges, la taxe de vidanges a été augmentée de $4.00 par logement.

Conformément aux informations fournies aux industriels l'an dernier, la taxe d'eau au compteur a été augmentée de $0.05 le mille gallons.

Le taux de la taxe d'affaires a été augmenté de½ de 1%.

Cette légère augmentation des taxes représente un montant annuel de:

$18.00 (6.19%) évaluation $10,000.

$25,98 (6.46%) évaluation $15,700.

$32.00 (6.58%) évaluation $20,000.

Il est à noter que ces augmentations incluent la récupération de $0.05 du champ d'impôt foncier scolaire. Si ce $0.05 est enlevé, les montants d'augmentation deviennent respectivement $13.00, $20.98 et $27.00.

La compensation tenant lieu de taxe de vente, connaît une évolution remarquable à Granby:

1975 - $ 1,560,000.
1976 - $ 1,884,662.
1977 - $ 2,185,000. (prévu)

(soit près de 20% du budget ou $300,000 par année)

La situation, en 1977, après les économies majeures que nous avons effectuées, ne sera plus catastrophique. Cepèendant, nous devons mettre de côté plusieurs projets.

Les organismes recevant des subventions de la ville n'auront pas d'augmentation, à l'exception des Loisirs (augmentation de $40,000. Il est à noter que l'augmentation des salaires qu'aura à payer l'organisme Les Loisirs de Granby Inc., est de $50,000.00. Il y aura donc diminution des services à ce chapitre), et de l'Office du Tourisme de Granby Inc. (augmentation de $5,000.00 L'Office du Tourisme de Granby Inc. aura à payer un montant additionnel de $6,500.00 pour les salaires!).

La Ville de Granby a investi un montant de $815,000. pour acheter les terrains nécessaires pour la construction du centre administratif provincial. La location de ce terrain représente une somme totale de $135,000.00 sur le budget de l'année 1977. Nous n'avons pas encore reçu la confirmation finale quant à la date du paiement de ce montant, lequel n'est pas inclus dans notre budget, car la loi le défend formellement.

D'autre part, nous devons éventuellement recevoir une subvention spéciale, annuellement, pendant dix ans pour nous permettre de défrayer les coûts des travaux de l'égout Laurent et des usines de pompage et de filtration.

En 1977, le service de la dette nous coûtera $2,728,618.00 et les coûts des travaux cités dans le paragraphe précédent ne sont pas inclus.

Notre budget, ne faisant face qu'aux dépenses de base, sauf exception, ne permet pas d'assurer la croissance normale de la ville.

Nous avons donc décidé d'attendre les décisions gouvernementales au sujet de la réalisation du programme du Parti québécois, avant d'accepter les demandes de plusieurs départements.

Dans le domaine de la protection de la personne, nous aurions voulu mettre un véhicule additionnel en opération. Ceci aurait nécessité l'embauche de quatre policiers supplémentaires. D'autre part, nous engagerons un civil pour la perception des montants dans les parcomètres.

(Suite à la page 23)

Pour GRANBY et la RÉGION



LE PLUS GRAND CHOIX D'AMEUBLEMENTS DE BUREAUX

VISITEZ NOTRE VASTE SALLE DE MONTRE
AU 2ème PLANCHER DE NOTRE MAGASIN

AUTHIER ET FRÈRE INC
ACESSOIRES DE BUREAUX ET D'ÉCOLES
261, PRINCIPALE GRANBY 372-3368

Le maire Trépanier parle...

(Suite de la page 22)

Ce soir, nous créons trois postes de capitaines, chacun responsable de sa relève respective.

Nous reviendrons donc à l'étude de notre budget, département, par département, au cours de l'année, et au moment seulement de l'accroissement de nos revenus suite à l'intervention du gouvernement du Québec.

En attendant, nous vivrons une année d'austérité dans tous les domaines, y compris les emprunts. Nous avons décidé de limiter le montant total des travaux usuels, tels que les travaux d'ouvertures de rues, à une somme globale égale au rachat des débentures de nos emprunts **de façon à ne pas augmenter l'endettement total de la ville.**

En 1977, ceci représente une somme approximative de $1,000,000.

La dette obligataire de la ville est de $23,692,820. et l'engagement financier à long terme est de $14,900,862. Le total est de $38,593,682.!

Or, en 1976, nous avons exécuté des travaux pour une somme totale de $3,247,000.

Les prévisions, pour 1977, sont de $3,774,100. C'est ce montant qui sera réduit à $1,000,000.

D'autre part, nous voulons conserver le projet d'aménagement du Parc Poitevin.

J'ai mentionné plus haut que nous avions des exceptions à la règle d'austérité qui sera la nôtre en 1977.

Ces décisions concernent l'environnement et la qualité de la vie.

Nous avons réservé un montant de $33,000. pour le lac Boivin dont $7,000. pour la préparation des plans d'aménagement du parc Kennedy.

Nous exécuterons des travaux d'aménagement et de reboisement dans tous nos parcs.

Au chapitre des loisirs et de la culture, nous dépenserons un montant de plus de $150,000.

Nous continuerons l'aménagement de la maison Vittie.

Les citoyens du quartier numéro 1 ont trouvé, en la personne du conseiller Louis Cabana, un ardent défenseur. Il a réussi à obtenir du conseil, l'approbation du projet d'installation de signaux lumineux au coin des rues Principale, Mountain et Denison!

• • •

Ce budget, nous en sommes fiers malgré tout. Chaque conseiller a travaillé avec les directeurs de départements et le gérant pour ne retenir que l'essentiel des dépenses.

Nous espérons que, dans quelques mois, nous pourrons poursuivre certains programmes qui subissent un temps d'arrêt.

Nous regrettons, d'autre part, que la Commission Scolaire de Granby ait dû imposer un taux supplémentaire de $0.10 du $100.00 d'évaluation. Il y aura donc une hausse de taxe scolaire de $0.10 à Granby. Il nous semblerait normal que l'on obtienne plus d'information quant à ce taux supplémentaire, lequel équivaut aux revenus supplémentaires de $200,000.

Les conseillers aimeraient connaître les programmes qui nécessitent ce dépassement du taux normalisé et accepté par Québec.

En conséquence, le coût total des taxes, municipales et scolaires, en 1977, sera probablement égal aux taux moyens que l'on obtiendra, en 1977, pour les huit villes comparables.

Les citoyens ne seront pas les plus favorisés. Ils ne seront pas non plus les plus défavorisés.

En guise de conclusion, je désire, au nom du conseil municipal, assurer la population de notre ville, d'une administration saine, prudente et dynamique tout à la fois. Cette administration continuera à être ouverte à tous.

Nous sommes là pour servir nos concitoyens et non pas pour nous servir.

Si, à Granby, nous n'avons pas de problème, car nous n'avons que des solutions, nous ne sommes pas là non plus pour assurer notre réélection, mais nous sommes là pour bien administrer.

C'est ce que nous faisons.



Nous sommes fier d'être membre de la communauté industrielle de Granby et de participer au progrès de notre ville.

ASHWORTH CARD CLOTHING CO. LTD.

316 ST-HUBERT GRANBY 372-4747

OTTAWA MONTRÉAL GRANBY

Welby

CENTRE D'INFORMATIQUE LTÉE

TRAITEMENT DES DONNÉES — DATA PROCESSING CENTRE

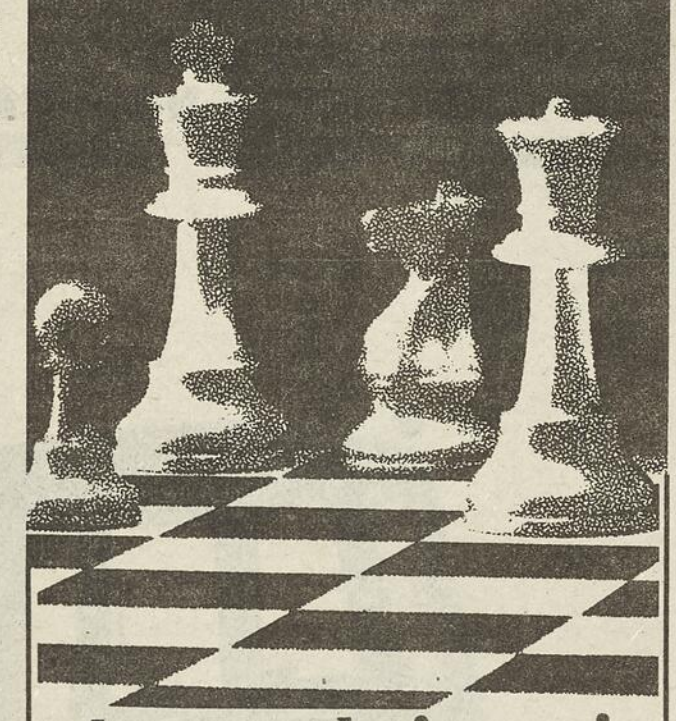
Nous nous spécialisons dans les SYSTÈMES SUIVANTS: système de paye (avec distribution complète de salaire), système de comptes à recevoir — système de comptabilité, système pour municipalité — Rapport de statistiques sur demande

VEUILLEZ PRENDRE NOTE.

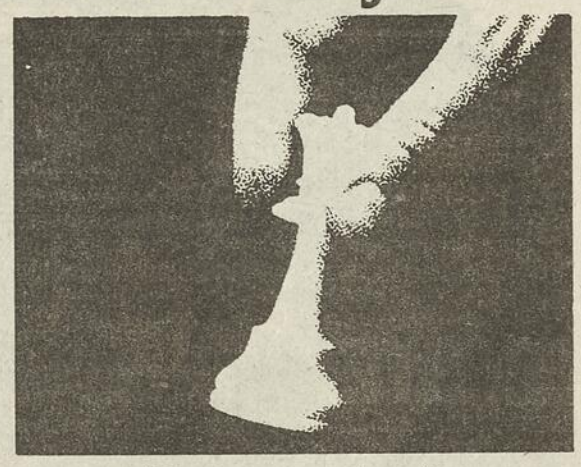
Que nos opérations sont traitées sur ordinateurs ici-même à Granby

331, RUE PRINCIPALE GRANBY, QUE. (514) 372-1700

Ne vous laissez pas mettre en échec!



A vous de jouer!



Plan enregistré d'épargne-retraite et Plan enregistré d'épargne-logement

Demandez au directeur de toute succursale

BANQUE ROYALE

Une équipe à l'esprit ouvert!

BRUNO LAROCQUE
directeur
195, rue Principale
GRANBY

RAYMOND LEPAGE
directeur
590, rue Principale
GRANBY

POUR MIEUX
VOUS SERVIR...

aubin & st-pierre inc
st-hyacinthe-granby qué.

Ford Tracteurs Equipement

... ET POUR VOUS OFFRIR
ENCORE DU NOUVEAU, ON
AMÉNAGERA AU
DÉBUT D'AVRIL

AU 241 SUD, ST-CHARLES GRANBY

**LOCAL PLUS VASTE
ET ENCORE DU NOUVEAU
DANS TOUS LES TRACTEURS FORD**



**COMPAREZ LES
NOUVEAUX TRACTEURS
FORD
LES MEILLEURES
IDÉES ONT TOUJOURS
LE DESSUS**

Ford a le dessus!

**Achat... Location...
Location à court terme...
Financement...**

Ford Tracteurs Equipement

aubin & st-pierre inc
st-hyacinthe-granby qué.

ACHETEZ
LOUEZ
FINANCEZ
TRACTEURS FORD

CP 458 boul. Laurier Saint-Hyacinthe
774-5356 — Mtl.: 866-5945

**POUR LE MOMENT
NOUS SOMMES TOUJOURS AU
872 DUFFERIN
GRANBY 372-5869**